

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 760

29 mars 2013

SOMMAIRE

Adecoagro S.A.	36438	Imprimerie Centrale	36435
Alcyone Investment Sicav	36438	Indian Investment SPF S.A.	36438
Anzio S.A.	36450	Luxempart	36435
Artus Acquisitions	36477	Lux International Strategy	36449
BNP Paribas Fortis Funding	36434	MTP S.A.	36478
Bureau TMEX S.A.	36479	OP European Entrepreneurs	36442
Buysse & Partners Private Investments Fund	36451	Orion Sicav	36439
Carmignac Portfolio	36446	Patrimonium Sicav	36449
C.F. Marazzi S.A.	36434	Powerwellness S.A.	36434
Cocteau S.A.-SPF	36445	Reactor 7 Sicav	36471
Comafi S.A.	36450	Robor S.A.	36442
Concorde Partners SICAV	36440	S.I.P. Investments S.A.	36450
Crosscapital Sicav	36440	Stemel Holding S.A.	36448
De Almeida José S.à r.l.	36469	Tareno Funds	36447
Delta Lloyd L	36436	Target Selection	36444
Empebe S.A. - SPF	36437	Teresa S.A. - SPF	36445
European General Investments	36437	Trafalgar Capital Specialized Investment Fund	36443
Fulcrum Ucits SICAV	36441	Valona Finance S.A. - SPF	36443
Généralpart	36441	Wenkelhiel	36443
Grevlin S.A.	36444	WestOptiFlex SICAV	36451
Ideal Invest Sicav	36448	World Promotion Company S.A.	36437
IIF (InvestInventFunds) Sicav - Sif	36445		

BNP Paribas Fortis Funding, Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 24.784.

In accordance with the article 85 of the amended law of August 10, 1915 on commercial companies, the bondholders are hereby convened to the

ORDINARY SHAREHOLDERS' MEETING

which will be held on *April 17, 2013* at 11.00 a.m. in Luxembourg, with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the annual accounts as at December 31, 2012.
2. Approval of the board of directors' report for the financial year ended at December 31, 2012.
3. Approval of the audit report as at December 31, 2012.
4. Allocation of the result as at December 31, 2012.
5. Ratification of the list of the current board members.
6. Discharge to the directors and to the approved statutory auditor.

The board of directors.

Référence de publication: 2013038452/18.

Powerwellness S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 23-25, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 128.467.

Nous prions Mesdames et Messieurs les actionnaires de POWERWELLNESS S.A de bien vouloir assister à:

L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES TENUE EXTRAORDINAIREMENT

Qui se tiendra au siège social de la société le mercredi *17 avril 2013* à 10h00, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Démission des trois membres actuels du conseil d'administration de la société
2. Nomination de Messieurs Mario TOPOVITI, Sidney MASCARENHAS PINTO TAVARES CELESTINO et Madame Cressance Sandrine MOANTSONG MÜLLER en tant que nouveaux membres du Conseil d'administration de la société en remplacement des administrateurs démissionnaires
3. Démission du Commissaire aux comptes.
4. Nomination de M. Denis DADASHEV comme nouveau commissaire aux comptes de la société en remplacement de l'ancien commissaire aux comptes démissionnaire
5. Divers

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013039625/19.

C.F. Marazzi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 72.587.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le *17 avril 2013* à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2012
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013041454/788/17.

Imprimerie Centrale, Société Anonyme.

Siège social: L-1351 Luxembourg, 15, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 104.983.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, le 5 avril 2013 à 17.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'entreprises
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012
3. Affectation des résultats
4. Décharge aux Administrateurs et au Réviseur d'entreprises

Pour pouvoir assister à cette assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions soit au siège social de la société, soit à une banque de leur choix et d'informer le Conseil d'Administration cinq jours au moins avant l'assemblée de leur intention d'y assister.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013039629/18.

Luxempart, Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 27.846.

Mesdames et Messieurs les actionnaires de la société LUXEMPART S.A. sont invités à participer à

l'ASSEMBLEE GENERALE

qui se tiendra lundi, 29 avril 2013 à partir de 11.00 heures au siège social à Leudelange, 12, rue Léon Laval,

Qui se tiendra à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des «Rapport de gestion sur les comptes sociaux» et «Rapport de gestion sur les comptes consolidés» de l'exercice 2012
2. Présentation des rapports du Réviseur d'entreprises
3. Approbation des comptes sociaux et des comptes consolidés de l'exercice 2012
4. Affectation du résultat de l'exercice 2012
5. Nominations statutaires
6. Décharge à donner aux administrateurs
7. Rémunérations des administrateurs et des membres des Comités spécialisés
8. Prolongation de l'autorisation pour la société d'acquérir ses propres actions
9. Divers

Les informations et documents relatifs aux Assemblées, y compris le texte des résolutions qui seront soumises au vote des Assemblées, peuvent être consultés sur le site www.luxempart.lu (sous le chapitre «gouvernance», rubrique «Assemblée générale») ou être obtenus sur demande au secrétariat de Luxempart S.A. (tél. +352 437 43 -5101) ou par voie électronique à contact@luxempart.lu.

Le capital social souscrit et entièrement libéré de LUXEMPART S.A. s'élève à € 59.887.710. Il est représenté par 23.955.084 actions sans désignation de valeur nominale. Chaque action donne droit à une voix. LUXEMPART S.A. détient 998.788 actions propres, dont le droit de vote est suspendu par application de l'article 49-5 de la loi sur les sociétés commerciales. De ce fait, le nombre total des droits de vote s'élève à 22.956.296.

L'Assemblée générale ordinaire délibérera valablement quelle que soit la portion du capital social représentée. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix exprimées lors de l'Assemblée.

Les décisions sont prises par vote à main levée et les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu.

Chaque détenteur d'une action est autorisé à participer à l'Assemblée, à condition de respecter les modalités de participation décrites ci-après.

Modalités de participation

Les droits d'un actionnaire de participer aux Assemblées et d'exercer le vote attaché à ses actions, qu'elles soient au porteur ou nominatives, sont déterminés en fonction des actions détenues par cet actionnaire le quatorzième jour qui précède les Assemblées.

Pour pouvoir participer personnellement aux Assemblées, les détenteurs d'actions, qu'elles soient au porteur ou nominatives doivent avoir indiqué à la Société leur volonté de participer aux Assemblées au plus tard quatorze jours avant la date des Assemblées, soit le 15 avril 2013 au plus tard.

L'actionnaire au porteur devra en outre accompagner sa déclaration de participation d'une attestation émanant d'une banque ou d'un teneur de registre prouvant sa qualité d'actionnaire.

Les propriétaires d'actions nominatives recevront une convocation personnelle comprenant l'ordre du jour et l'explication des formalités à suivre pour participer. Ils peuvent assister à l'Assemblée à condition d'en avoir avisé la Société par écrit pour lundi, le 15 avril 2013 au plus tard.

Instructions de vote

Les actionnaires peuvent se faire représenter lors de l'Assemblée par toute autre personne physique ou morale. La désignation d'un tel mandataire devra être notifiée par l'actionnaire à la Société par voie postale ou par voie électronique (à l'adresse courriel contact@luxempart.lu) au plus tard quatorze jours avant la date de l'Assemblée, soit le 15 avril 2013 au plus tard. La procuration dûment remplie et signée doit être parvenue au siège social pour cette même date. Les formulaires de procuration sont disponibles sur le site internet www.luxempart.lu ou sur demande au secrétariat de Luxempart S.A. (tél. 437 43-5101).

Modifications de l'ordre du jour

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de 5% du capital social de Luxempart ont le droit d'inscrire des points à l'ordre du jour de l'Assemblée générale et ils ont le droit de déposer des projets de résolution concernant des points inscrits ou à inscrire à l'ordre du jour des Assemblées générales. Cette demande devra être formulée par écrit et adressée par voie postale (à Luxempart, attn. M. Alain Huberty, 12 rue Léon Laval, L-3372 Leudelange) ou par voie électronique (contact@luxempart.lu) et doit parvenir à Luxempart au plus tard le vingt-deuxième jour qui précède l'Assemblée générale (le 5 avril 2013). Cette demande doit inclure une justification ou un projet de résolution à adopter lors de l'Assemblée générale, ainsi qu'une adresse postale ou électronique à laquelle Luxempart peut transmettre l'accusé de réception de cette demande endéans quarante-huit heures.

Luxempart publiera alors un ordre du jour révisé au plus tard le quinzième jour qui précède la date des Assemblées générales (12 avril 2013).

Pour le Conseil d'administration

Gaston SCHWERTZER

Président

Référence de publication: 2013040856/68.

Delta Lloyd L, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 24.964.

The Board of Directors convenes the Shareholders of the SICAV to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at the registered office of the company on *19 April 2013* at 11.00 with the following agenda:

Agenda:

1. Report of the Board of Directors and of the Authorised Auditor
2. Approval of the Financial Statements as at 31 December 2012
3. Allocation of Results
4. Discharge to the Directors
5. Renewal of the mandate of the Authorised Auditor
6. Statutory Elections

In order to attend the meeting, the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the meeting at BANQUE DE LUXEMBOURG (14, boulevard Royal, L-2449 LUXEMBOURG).

The Shareholders are advised that no quorum is required and that decisions will be taken by a simple majority of the votes cast. Proxies are available at the registered office of the SICAV.

The Shareholders who wish to attend the Meeting must inform the Board of Directors (ifs.fds@bdl.lu) at least five calendar days before the Meeting.

Référence de publication: 2013041567/755/22.

European General Investments, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 94.997.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 18 avril 2013 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013041569/755/18.

Empebe S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 47.436.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 19 avril 2013 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013041568/833/18.

World Promotion Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 75.550.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE REPORTEE

des actionnaires qui se tiendra le 17 avril 2013 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2011
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013041575/788/18.

Indian Investment SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 31.162.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 17 avril 2013 à 10.00 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
4. Ratification de la nomination d'un administrateur
5. Divers.

Pour le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013041572/660/16.

Alcyone Investment Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 129.943.

Les actionnaires de la Société sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 19 avril 2013 à 11h30 au siège social de la Société, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises
3. Examen et approbation des comptes annuels au 31.12.2012
4. Décharge à donner aux Administrateurs
5. Affectation du résultat
6. Nominations statutaires
7. Divers

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Ordinaire n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, devront réunir la majorité simple des voix exprimées des actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions au siège social de la Société cinq jours francs avant la date fixée pour l'Assemblée.

Les actionnaires sont informés que le rapport annuel est disponible sur demande, et sans frais, auprès du siège social de la Société.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013041419/755/26.

Adecoagro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 153.681.

The Board of Directors of Adecoagro S.A. (the "Board") is pleased to invite you to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of Adecoagro S.A. to be held on April 17, 2013 at 4 pm (CET) at the registered office of the Company in Luxembourg with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the Consolidated Financial Statements as of and for the years ended December 31, 2012, 2011, and 2010.
2. Approval of the Company's annual accounts as of December 31, 2012.

3. Allocation of results for the year ended December 31, 2012.
4. Vote on discharge (quitus) of the members of the Board of Directors for the exercise of their mandate during the year ended December 31, 2012.
5. Compensation of members of the Board of Directors.
6. Appointment of PricewaterhouseCoopers S.à.r.l., réviseur d'entreprises agréé appointed as auditor of the Company for a period ending at the general meeting approving the annual accounts for the year ending December 31, 2013.
7. Election of the following members of the Board of Directors: Alan Leland Boyce, Andrés Velasco Brañes, and Paulo Albert Weyland Vieira for a term ending the date of the Annual General Meeting of Shareholders of the Company to be held in 2016.

Each of the items to be voted on the Meeting will be passed by a simple majority of the votes validly cast, irrespective of the number of Shares represented.

Any shareholder who holds one or more shares(s) of the Company on March 18, 2013 (the "Record Date") shall be admitted to the Meeting and may attend the Meeting in person or vote by proxy. Those shareholders who have sold their Shares between the Record Date and the date of the Meeting cannot attend the Meeting or vote by proxy. In case of breach of such prohibition, criminal sanctions may apply. Those holders who have withdrawn their shares from DTC between April 9, 2013 and the date of the Meeting should contact the Company in advance of the date of the meeting at 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg or at Av. Fondo de la Legua 936, B1640EDO | Martínez, Pcia de Buenos Aires, Argentina, to make separate arrangements to be able to attend the meeting or vote by proxy.

Please consult the Company's website as to the procedures for attending the meeting or to be represented by way of proxy. Please note that powers of attorney or proxy cards must be received by the Company or the tabulation agent (Computershare Shareowner Services LLC, P.O. Box 3350, South Hackensack, NJ 07606-9250), no later than 3:00 p.m. New York City Time on April 15, 2013 in order for such votes to count.

Copies of the Consolidated Financial Statements as of and for the years ended December 31, 2012, 2011, and 2010 of the Company and the Company's annual accounts as of December 31, 2012 together with the relevant management and audit reports are available on the Company's website www.adecoagro.com and may also be obtained free of charge at the Company's registered office in Luxembourg.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013041385/755/41.

Orion Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 73.862.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 19 avril 2013 à 15.00 heures au siège social de la Société, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises
3. Examen et approbation des comptes annuels au 31.12.2012
4. Décharge à donner aux Administrateurs
5. Affectation du résultat
6. Nominations statutaires
7. Divers

Aucun quorum n'est requis pour les points à l'ordre du jour de l'Assemblée et les décisions seront prises à la majorité simple des voix exprimées.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions au siège social de la Société cinq jours francs avant la date fixée pour l'Assemblée.

Les actionnaires sont informés que le rapport annuel est disponible sur demande, et sans frais, auprès du siège social de la Société.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013041574/755/25.

Concorde Partners SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 143.506.

Les actionnaires de la Société sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 18 avril 2013 à 11h00 au siège social de la Société, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises
3. Examen et approbation des comptes annuels au 31.12.2012
4. Décharge à donner aux Administrateurs
5. Affectation du résultat
6. Nominations statutaires
7. Divers

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Ordinaire n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, devront réunir la majorité simple des voix exprimées des actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions au siège social de la Société cinq jours francs avant la date fixée pour l'Assemblée.

Les actionnaires sont informés que le rapport annuel est disponible sur demande, et sans frais, auprès du siège social de la Société.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013041516/755/26.

Crosscapital Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 114.057.

The shareholders of CROSSCAPITAL SICAV are invited to the

ANNUAL GENERAL MEETING

of the Company that will take place at its registered office on 18 April 2013 at 11:00 a.m. (Luxembourg time) with the following

Agenda:

1. Report of the Board of Directors and of the independent auditor
2. Approval of the annual accounts as of 31 December 2012
3. Decision on allocation of the results
4. Discharge of the members of the Board of Directors
5. Elections pursuant to the Articles of Incorporation
6. Independent auditor's mandate
7. Miscellaneous

The latest version of the annual report is available free of charge during normal office hours at the registered office of the Company in Luxembourg.

In order to participate in the annual general meeting, the shareholders are requested to deposit their share holdings at the latest at 16:00 (Luxembourg time) five days prior to the annual general meeting with the custodian bank, UBS (Luxembourg) S.A., 33A avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg or at any other appointed paying agent. The share holdings deposit certificate confirming that the shares will remain blocked until after the annual general meeting must have been submitted to the Company five days before the annual general meeting. The majority at the annual general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) five days prior to the annual general meeting (referred to as "record date"). There will be no requirement as to the quorum in order for the annual general meeting to validly deliberate and decide on the matters listed in the agenda; resolutions will be passed by the simple majority of the shares present or represented at the meeting. At the annual general meeting, each share entitles to one vote. The rights of the shareholders to attend the annual general meeting and to exercise the voting right attached to their shares are determined in accordance with the shares held at the record date.

If you cannot attend this meeting and if you want to be represented by the chairman of the annual general meeting, please return a proxy, dated and signed by fax and/or mail at the latest five days prior to the annual general meeting (the "record date") to the attention of the company secretary at UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A. 33 A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, fax number +352 441010 6249. Proxy forms may be obtained by simple request at the same address.

Shareholders, or their representatives, wishing to participate in the annual general meeting are requested to notify the Company of their attendance at least five days prior to the annual general meeting.

The proxy form will only be valid if it includes the shareholder's and his/her/its legal representative's first name, surname and number of shares held at the record date and official address and signature as well as voting instructions. Incomplete or erroneous proxy forms or proxy forms, which do not comply with the formalities described therein, will not be taken into account.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013041558/755/43.

Fulcrum Ucits SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6C, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 132.741.

Our Shareholders are invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (the "Meeting") of FULCRUM UCITS SICAV (the "Company") which will be held on *April 17, 2013* at 11 a.m. (Luxembourg time) at the registered office of the Company, as set out above, with the following agenda:

Agenda:

1. Acknowledgement of the Audit Report for the financial year ended December 31, 2012.
2. Approval of the Audited Annual Report for the financial year ended December 31, 2012.
3. Discharge of the Directors of the Company for the performance of their duties carried out during the financial year ended December 31, 2012.
4. Re-appointment of Mr Richard Goddard, Mr Joe Davidson, Mr Malcolm Paterson and Mr Antonio Thomas to serve as Directors of the Company until the next Annual General Meeting of Shareholders approving the Financial Statements for the accounting year ending on December 31, 2013.
5. Re-appointment of the Auditors of the Company until the next Annual General Meeting of Shareholders approving the Financial Statements for the financial year ending on December 31, 2013.
6. Allocation of the net results for the financial year ended December 31, 2012.
7. Approval of Directors' fees in respect of independent Directors' services.
8. Miscellaneous.

The resolutions set forth in the Agenda for the General Meeting will require no special quorum and will be passed by a simple majority of the votes of shareholders present or represented at the meeting.

Shareholders who cannot personally attend the Meeting and wish to be represented, are entitled to appoint a proxy to vote for them. A proxy need not be a shareholder of the Company.

A copy of the Annual Report and Audited Financial Statements as at 31 December 2012 is available from the registered office of the Fund or alternatively via email at info@fulcrumasset.com.

For and on behalf of the Board of Directors.

Référence de publication: 2013041570/755/30.

Généralpart, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 31.958.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au 50 avenue J.F. Kennedy, L-2951 Luxembourg le *17 avril 2013* à 11.00 heures pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'exercice clos le 31 décembre 2012;
2. Approbation des comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2012;

3. Affectation des résultats;
4. Décharge aux Administrateurs pour l'exercice clos le 31 décembre 2012;
5. Nominations statutaires:
 - a. Conseil d'Administration;
 - b. Réviseur d'Entreprises Agréé;
6. Fixation de la rémunération des Administrateurs;
7. Divers.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire ne requièrent pas de quorum spécial et seront adoptées si elles sont votées par la majorité des actions présentes ou représentées.

Les propriétaires d'actions au porteur, désireux d'assister à l'Assemblée Générale Ordinaire, devront effectuer le dépôt et demander le blocage de leurs actions aux guichets de la BGL BNP Paribas au plus tard le 12 avril 2013.

Les propriétaires d'actions nominatives désireux d'assister à l'Assemblée Générale Ordinaire, seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir fait connaître leur intention de prendre part à l'assemblée en adressant un courrier au siège social de la société au plus tard le 12 avril 2013.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013041571/755/29.

OP European Entrepreneurs, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 78.839.

Gemäß Art. 11 ff. der Statuten ergeht hiermit die Einladung zur

ORDENTLICHEN JÄHRLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre zum 17. April 2013 um 10.30 Uhr am Sitz der Gesellschaft mit folgender Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Vorlage des Jahresabschlusses samt GuV sowie der Berichte von Verwaltungsrat und Wirtschaftsprüfer über das Geschäftsjahr vom 1. Januar 2012 bis zum 31. Dezember 2012.
2. Beschlussfassung über den Jahresabschluss samt GuV und die Ergebnisverwendung.
3. Beschlussfassung über die Verlängerung der Mandate sowie über die Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrats.
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrats für ihre Tätigkeit im abgelaufenen Geschäftsjahr.
5. Verlängerung des Mandats des Wirtschaftsprüfers.
6. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Aktionäre berechtigt, die bis spätestens fünf Tage vor der Versammlung die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, dass die Aktien bis zur Beendigung der Generalversammlung gesperrt gehalten werden. Aktionäre können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist. Die Vollmachten müssen wenigstens fünf Tage vor der Versammlung am Sitz der Gesellschaft hinterlegt werden. Hinsichtlich der Anwesenheit einer Mindestanzahl von Aktionären gelten die gesetzlichen Bestimmungen.

Luxemburg, im März 2013.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2013041573/1999/24.

Robor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 134.133.

L'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 25 janvier 2013 n'ayant pas pu délibérer sur un des points à l'ordre du jour lui soumis pour défaut de quorum nécessaire requis, les actionnaires sont priés d'assister à une

DEUXIEME ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 15 avril 2013 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Délibérations quant aux dispositions de l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Cette assemblée pourra délibérer valablement sur le point de l'ordre du jour quelle que soit la portion du capital représentée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013030218/1017/15.

Trafalgar Capital Specialized Investment Fund, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé (en liquidation).

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 124.994.

The quorum to the first extraordinary general meeting held on November 6, 2012 at 2:15 pm was not reached, the meeting was unable to take the resolutions as described in the convening notice.

The shareholders are therefore informed that a

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the Company will be held, in accordance with the articles of incorporation of the Company, at 15, côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on 18 April 2013 at 2:00 p.m. CET (the "Meeting") with the following agenda:

Agenda:

1. Acknowledgement and acceptance of the transfer of the registered office of the Company from:
 - (i) 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen, Grand Duchy of Luxembourg; to
 - (ii) 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and subsequent amendment of article 2 of the articles of incorporation.
2. Acknowledgement and acceptance of the change of the Independent Auditor from KPMG Audit to Ernst & Young Luxembourg.

Please be informed that according to the Luxembourg Companies Act dated August 10, 1915, the second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes of the shareholders present or represented.

Shareholders who cannot be personally present at the meeting may sign, date and send a proxy (that has to be requested by email: investors2@apexfunds.lu or fax: +352 27 44 10 45) on February 18, 2013 at the latest.

Shareholders who will attend the meeting would inform the Fund by sending an email to investors2@apexfunds.lu or fax: +352 44 10 45, on 16 April 2013 at the latest.

For the Liquidator.

Référence de publication: 2013034465/29.

Valona Finance S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.
R.C.S. Luxembourg B 21.796.

The Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at 163 Rue du Kiem, L-8030 Strassen on April 8th, 2013 at 11 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the anticipation of the Statutory General Meeting date.
2. Report of the Board of Directors on the annual accounts as at 31st December, 2012 (the "2012 Annual Accounts").
3. Report of the Statutory Auditor on the 2012 Annual Accounts.
4. Approval of the 2012 Annual Accounts.
5. Allocation of the results.
6. Discharge to the Directors and to the Statutory Auditor.
7. Election or re-election of Directors and of the Statutory Auditor.
8. Decision on the continuation or liquidation of the Company
9. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013034941/20.

Wenkelhiel, Société Anonyme.

Siège social: L-1521 Luxembourg, 123-125, rue Adolphe Fischer.
R.C.S. Luxembourg B 105.149.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, le 5 avril 2012 à 16.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'entreprises
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012
3. Affectation des résultats
4. Décharge aux Administrateurs et au Réviseur d'entreprises

Pour pouvoir assister à cette assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions soit au siège social de la société, soit à une banque de leur choix et d'informer le Conseil d'Administration cinq jours au moins avant l'assemblée de leur intention d'y assister.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013034467/18.

Target Selection, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 149.637.

We are pleased to invite the shareholders to attend the

ORDINARY GENERAL MEETING ("OGM")

of shareholders which will be held at the registered office of the company, 5, rue Jean Monnet, Luxembourg, L-2180, Grand Duchy of Luxembourg, on Tuesday, 9 April 2013 at 11.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the report of the board of directors to the shareholders
2. Approval of the report of the authorized independent auditor
3. Approval of the annual accounts as at 31 October 2012
4. Allocation of the net results
5. Discharge to the board of directors
6. Appointment of the board of directors
7. Appointment of the authorized independent auditor

Resolutions on the agenda may be passed without quorum, by a simple majority of the shares present or represented at the meeting.

In case you should wish to attend the OGM personally, you are kindly invited to inform the central administration, Credit Suisse Fund Services (Luxembourg) S.A., 7 calendar days prior to the OGM either by phone at +352 43 61 61 1, by fax at +352 43 61 61 402 or by e-mail at list.amluxlesu@credit-suisse.com.

In order to attend the meeting, shareholders are required to block their shares at the depositary, at least 3 calendar days prior to the meeting and to provide the registered office of the Company with the related certificate, stating that these shares remain blocked until the end of the OGM.

Shareholders who cannot attend personally the meeting may vote by proxy forms which are available at the registered office of the Company. In order to be taken in consideration, the proxies duly completed and signed must be received at the registered office of the Company, at least 3 calendar days prior to the OGM.

Each share of whatever class and regardless of the net asset value per share within its class held on the day of the OGM, is entitled to one vote, subject to limitations imposed by law. Shareholders holding only share fractions are not entitled to vote on the items on the agenda.

Shareholders are hereby informed that the report of the authorized independent auditor, the report of the board of directors and the latest annual accounts may be obtained upon request, free of charge, at the registered office of the Company.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013036583/755/36.

Grevlin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 40.426.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 10 avril 2013 à 14.00 heures au siège social avec pour

36445

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Ratification de la nomination de la société PACBO EUROPE Administration et Conseil, représentée par Monsieur Patrice Crochet par le Conseil d'Administration du 15 janvier 2013,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013035570/755/20.

Cocteau S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 50.275.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 9 avril 2013 à 11.00 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
4. Ratification de la nomination d'un administrateur.
5. Divers.

Pour le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013036639/660/16.

Teresa S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 39.614.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 10 avril 2013 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013036640/833/18.

IIF (InvestInventFunds) Sicav - Sif, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 150.583.

Die Aktionäre der IIF (InvestInventFunds) Sicav-Sif (die "Gesellschaft") werden hiermit zur

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, welche am 10. April 2013 um 16:30 Uhr in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Änderung des Namens der Gesellschaft in "PMG Special Funds";
2. Anpassung des Artikels 1 der Satzung der Gesellschaft, um die Änderung des Namens der Gesellschaft widerzuspiegeln;
3. Änderung des Termins der ordentlichen Aktionärsversammlung der Gesellschaft auf den dritten Donnerstag des Monats Juni;
4. Anpassung des Artikels 28 der Satzung der Gesellschaft, um die Änderung Termins der ordentlichen Aktionärsversammlung der Gesellschaft widerzuspiegeln;
5. Anpassung des Artikels 19 der Satzung der Gesellschaft, um die letzte Änderung der Satzung der Verwaltungsgesellschaft zu berücksichtigen;
6. Verschiedenes.

Die Beschlüsse über die Tagesordnung der außerordentlichen Generalversammlung verlangen ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des Gesellschaftskapitals sowie eine Zwei-Drittel Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien. Im Falle, in dem anlässlich der Außerordentlichen Generalversammlung dieses Quorum nicht erreicht wird, wird eine zweite Außerordentliche Generalversammlung gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts einberufen, um über diese Tagesordnung zu beschließen. Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum erforderlich und die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien getroffen.

Teilnahme- und abstimmungsberechtigt sind alle Aktionäre, die dem Verwaltungsrat der Gesellschaft oder der Verwaltungsgesellschaft Alceda Fund Management S.A., 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, per Post, per E-Mail unter corporate@alceda.lu oder per Fax +352 248 329 444 bis spätestens 3. April 2013 eine Bestätigung ihres Depots vorlegen können, aus der die Anzahl der Aktien im Besitz der Aktionärs hervorgeht, einschließlich der Bestätigung, dass die Aktien bis zum Tag nach der Versammlung gesperrt sind.

Alle Aktionäre, die zur Teilnahme und Abstimmung auf der Versammlung befugt sind, dürfen einen Stellvertreter ernennen, der in ihrem Namen abstimmt. Das Vollmachtsformular ist dann gültig, wenn es formell rechtmäßig ausgefüllt wurde und eigenhändig vom ernennenden Aktionär, oder von dessen Bevollmächtigten unterzeichnet wird und bis spätestens zum Geschäftsschluss des 3. April 2013 bei dem Verwaltungsrat der Gesellschaft oder bei der Verwaltungsgesellschaft Alceda Fund Management S.A., per Post, per E-Mail unter corporate@alceda.lu oder per Fax +352 248 329 444 eingegangen ist. Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei dem Verwaltungsrat der Gesellschaft oder bei der Verwaltungsgesellschaft Alceda Fund Management S.A., 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg angefordert werden.

Senningerberg, im März 2013.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013036110/8040/42.

Carmignac Portfolio, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 70.409.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Extraordinaire de Carmignac Portfolio ("la Société") qui s'est tenue le 14 mars 2013 devant notaire n'a pas pu valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour, le quorum de présence requis n'ayant pas été atteint. Par conséquent, les actionnaires sont convoqués par la présente à une

DEUXIÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires (l'"Assemblée") qui se tiendra au siège social de la Société le 15 avril 2013 à 11 heures en vue d'une délibération et d'un vote sur le même ordre du jour que la précédente, sous réserve de l'accord et, le cas échéant, des modifications éventuelles requises par la Commission de Surveillance du Secteur Financier:

Ordre du jour:

1. Approuver les modifications suivantes des statuts de la Société (les "Statuts"):
 - a) Modification des articles 6, 7, 20, 22 et 25 afin de refléter l'absence d'émission de certificat individuel pour les actions nominatives et au porteur;
 - b) Ajout d'un nouvel article 8 dans les Statuts afin d'introduire la possibilité de procéder à des regroupements ou à des fractionnements d'actions d'une même catégorie d'un compartiment;
 - c) Modification de l'article 13 afin (i) d'introduire la possibilité pour les administrateurs de se faire représenter en désignant un autre administrateur comme son mandataire par e-mail ou tout autre moyen de communication électronique et (ii) de prévoir que les administrateurs pourront prendre part aux réunions du conseil d'administration par visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant leur identification.

2. Approuver les modifications des Statuts liées à l'abrogation de la loi du 20 décembre 2002 (la " Loi de 2002 ") concernant les organismes de placement collectif et à l'entrée en vigueur de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif (la " Loi de 2010 ") et notamment la mise à jour:
 - * des références à la Loi de 2002 et à la Directive 1985/611/CEE, et notamment au sein de l'article 3 qui aura la teneur suivante:
"La Société a pour objet exclusif d'obtenir des fonds par le placement de ses actions dans le public par un offre publique ou privée et de placer ces fonds dans des valeurs mobilières variées et dans d'autres valeurs permises dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier les actionnaires des résultats de la gestion de son portefeuille. D'une façon générale, la Société peut prendre toute mesure et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi du 17 décembre 2010 sur les organismes de placement collectif en valeurs mobilières."
 - * de l'article 15 afin de refléter les changements introduits par la Loi de 2010 concernant les actifs que la Société peut acquérir et en particulier les actions ou parts d'un OPCVM maître ou les actions émises par un ou plusieurs autres compartiments de la Société dans les conditions prévues par la Loi de 2010;
 - * de l'article 21 pour permettre la suspension temporaire du calcul de la valeur nette d'inventaire et des émissions, rachats et conversions d'actions d'un ou plusieurs compartiments ou d'une ou plusieurs catégories de la Société qui serait investi substantiellement dans des actions ou parts d'un OPCVM ou autre OPC ayant suspendu ou restreint l'émission, le rachat ou la conversion de ses parts;
 - * de l'article 26 concernant les liquidations et les fusions de compartiments de la Société, afin de refléter les nouvelles dispositions introduites par la Loi de 2010 à ce sujet.
3. Approuver les Statuts coordonnés et l'ensemble des modifications mineures, formelles et stylistiques des Statuts, dont la modification de la numérotation des articles des Statuts suite à l'introduction d'un nouvel article 8.
4. Divers.

Toutes les modifications décrites ci-dessus sont plus amplement reflétées dans le projet de Statuts coordonnés, lequel peut être consulté au siège social de la Société.

Conformément à l'article 67-1 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, l'Assemblée sera valablement constituée quelle que soit la portion du capital présente ou représentée et les décisions relatives à chaque point de l'ordre du jour ci-dessus cité seront prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

La majorité sera déterminée en fonction des parts émises et en circulation le cinquième jour qui précède l'Assemblée à vingt-quatre heures (heure de Luxembourg).

Si vous souhaitez participer à cette Assemblée, nous vous serions reconnaissants d'en informer la Société au moins deux jours avant la date de l'Assemblée.

Si vous ne pouvez pas assister à cette Assemblée, nous vous serions reconnaissants de nous retourner une procuration dûment signée, ainsi qu'une copie de votre carte d'identité/passeport en cours de validité ou d'une liste mise à jour des signatures autorisées pour les personnes agissant au nom d'une personne morale, d'abord par fax au (352) 47 67 33 45 puis par courrier à l'attention de Mme Alexandra Schmitt, CACEIS Bank Luxembourg, 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, d'ici au 11 avril 2013 au plus tard.

Référence de publication: 2013035572/755/61.

Tareno Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 121.903.

The Board of Directors convenes the Shareholders of the SICAV to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at the registered office on *10 April 2013* at 14.00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Report of the Board of Directors and of the Authorised Auditor
2. Approval of the Financial Statements as at 31 December 2012
3. Allocation of Results
4. Discharge to the Directors
5. Renewal of the mandate of the Authorised Auditor
6. Statutory Elections

The Shareholders are advised that no quorum is required and that decisions will be taken by a simple majority of the votes cast. Proxies are available at the registered office of the SICAV.

In order to attend the meeting, the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the meeting at BANQUE DE LUXEMBOURG (14, boulevard Royal, L-2449 LUXEMBOURG). The Shareholders who

wish to attend the Meeting must inform the Board of Directors (ifs.fds@bdl.lu) at least five calendar days before the Meeting.

Référence de publication: 2013036644/755/22.

Stemel Holding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 39.392.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 10 avril 2013 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013036641/534/15.

Ideal Invest Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 63.262.

Wir möchten die Aktionäre hiermit darüber informieren, dass der Verwaltungsrat gemäß Artikel 7 der Satzung beschlossen hat, die Aktionäre im Rahmen einer außerordentlichen Generalversammlung über die Liquidation der Gesellschaft "IDEAL INVEST SICAV" mit dem einzigen Teilfonds "IDEAL INVEST SICAV - IDEAL GLOBAL" (LU0098624041) abstimmen zu lassen.

Grund ist, dass das Netto - Teilfondsvermögen unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten.

Die Preisberechnung wurde mit Wirkung zum 25. Februar 2013 eingestellt. Ab diesem Datum werden Aktien der Gesellschaft nicht mehr ausgegeben, umgetauscht und zurückgenommen. Dies geschieht zur Wahrung und Gewährleistung der Gleichbehandlung aller Aktionäre.

Sämtliche Kosten des Liquidationsverfahrens werden dem Teilfondsvermögen belastet.

Einladung zur außerordentlichen Generalversammlung

Entgegen der Publikation vom 28. Februar 2013, werden die Aktionäre hiermit zu einer

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, die nunmehr am 8. April 2013 um 17.30 Uhr am Sitz der Gesellschaft stattfinden wird. Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

- Beschluss zur Liquidation der Gesellschaft
- Benennung der fo.con S.A. als Liquidator
- Verschiedenes

Diese außerordentliche Generalversammlung ist nur dann beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten ist. Alle Punkte der Tagesordnung werden durch Beschluss mit einer Mehrheit von zwei Dritteln der Aktien, welche anwesend oder vertreten sind und ihre Stimmen abgeben, angenommen. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der außerordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien gemäß Art. 26 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Die Aktionäre sind berechtigt, an der außerordentlichen Generalversammlung teilzunehmen oder sich vertreten zu lassen. Aktionäre, die sich vertreten lassen möchten, können eine entsprechende Vollmacht bei Fund Domiciliation Services / Banque de Luxembourg (14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Fax Nr. +352 49924 2501, e-mail: ifs.fds@bdl.lu) anfordern.

Aktionäre, die an der außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, müssen sich zum o.g. Stichtag vor der außerordentlichen Generalversammlung am Sitz der Gesellschaft anmelden.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre depotführende Bank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung zu beauftragen, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der

ordentlichen Generalversammlung gesperrt gehalten werden. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Arbeitstage vor der außerordentlichen Generalversammlung vorliegen.

Luxemburg, 21. März 2013.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2013037301/41.

Patrimonium Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 80.237.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV PATRIMONIUM SICAV à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 9 avril 2013 à 14.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises agréé
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises agréé
6. Nominations statutaires

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles au siège social de la SICAV.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (ifs.fds@bd.lux) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Référence de publication: 2013036645/755/21.

Lux International Strategy, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 52.470.

The Board of Directors of the above mentioned SICAV is pleased to invite the Shareholders of the SICAV to the
ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on April 9, 2013 , at 10:00 a.m., at the Registered Office of the SICAV, with the following agenda:

Agenda:

1. Nomination of the Chairman of the Meeting.
2. Acknowledgment of the reports of the Manager and of the Independent Auditor for the financial year ended December 31, 2012.
3. Approval of the Annual Accounts as at December 31, 2012.
4. Allotment of results.
5. Discharge of the Directors in respect of the carrying out of their duties during the financial year ended December 31, 2012.
6. Statutory elections.
7. Distribution of dividends.
8. Miscellaneous.

The annual report as at December 31, 2012 will be sent upon request.

The resolutions on the agenda of the Annual General Meeting require no quorum and will be taken at the simple majority of the shareholders present or represented and voting.

In order to participate to the Meeting, the holders of bearer shares should deposit their shares at the office of CACEIS Bank Luxembourg at least 48 hours before the meeting.

Shareholders intending to attend the Annual General Meeting should inform the Registered Office of the SICAV on April 8, 2013 at the latest. Shareholders not being able to attend the Annual General Meeting personally, have the possibility to be represented by proxy. Proxy forms are available at the Registered Office of the SICAV.

In order to allow CACEIS Bank Luxembourg (CACEIS BL), in its capacity as registrar and transfer agent and domiciliary agent of the Company, to ensure correlation between the proxies received and the Company's register of shareholders, shareholders taking part in the Meeting represented by proxy are requested to return the latter (to Mrs. Laetitia Boeuf, CACEIS Bank Luxembourg, Registrar, 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, fax nr. (+352) 47 67 84 07) with a copy of

their ID Card / passeport in force or an updated list of the authorised signatures, in the case shareholder(s) act on behalf of a corporation. Lack of compliance with this requirement will render impossible the shareholder(s)'s identification, CACEIS BL being thus instructed by the Board of Directors of the Company to not take into consideration the relevant proxy for the purpose of the Meeting.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013036647/755/37.

S.I.P. Investments S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 57.856.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 11 avril 2013 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012.
3. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013036646/534/16.

Comafi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 4.731.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme COMAFI S.A. sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi, 8 avril 2013 à 11.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013038442/750/15.

Anzio S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1744 Luxembourg, 9, rue de Saint Hubert.

R.C.S. Luxembourg B 81.630.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui aura lieu le 8 avril 2013 à 11 heures au siège social de la Société, 9, rue de St. Hubert à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes sur les Comptes annuels de l'exercice se terminant au 31/12/2012.
2. Approbation des Comptes annuels (Bilan et Comptes de Pertes & Profits) pour l'exercice se terminant au 31/12/2012 - affectation du résultat.
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire pour l'exercice écoulé.
4. Divers

Pour le conseil d'administration
A-M. Grieder / F. Bracke
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013038439/20.

WestOptiFlex SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1912 Luxembourg, 3, rue des Labours.
R.C.S. Luxembourg B 135.826.

Die JÄHRLICHE GENERALVERSAMMLUNG

findet gemäß Artikel 22 Nr. 2 der Satzung der Gesellschaft am 9. April 2013 um 10:00 Uhr in den Räumen der International Fund Management S.A., 3, rue des Labours, L-1912 Luxembourg, statt.

Die Tagesordnung lautet:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Genehmigung des vom Verwaltungsrat vorgelegten Jahresabschlusses zum 31.12.2012
3. Verwendung des Jahresergebnisses
4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
5. Ernennung der Verwaltungsratsmitglieder
6. Ernennung des Wirtschaftsprüfers
7. Verschiedenes

Die Punkte auf der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Jahresabschluss, Bericht des Wirtschaftsprüfers und Geschäftsbericht können durch die Aktionäre in den Geschäftsräumen der Verwaltungsgesellschaft, International Fund Management S.A., 3, rue des Labours, L-1912 Luxembourg eingesehen werden oder werden den Aktionären auf Verlangen zugesendet.

Anwesenheitsquorum und die Mehrheitserfordernisse in der Generalversammlung werden entsprechend der Anzahl der am fünften Tag vor der Generalversammlung um Mitternacht (Ortszeit Luxemburg) ausgegebenen und im Umlauf befindlichen Anteile bestimmt.

Um an dieser Generalversammlung teilnehmen zu können, müssen Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien ihre Aktien daher durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tage der Versammlung nachweisen.

Aktionäre oder deren Vertreter, die an der Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten, sich bis spätestens 05. April 2013 anzumelden.

Luxembourg, 15. März 2013.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2013037313/1202/33.

Buyse & Partners Private Investments Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 176.044.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the thirteen day of March.

Before us, Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. Buyse & Partners Private Investments Fund GP, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a deed of the undersigned notary dated on 13 March 2013, not yet registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés and whose articles of association have not yet been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations;

here represented by Mr Pierre BUISSERET, Fund Legal Officer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given by private seal on 13 March 2013;

and

2. Buysse & Partners Invest, a private limited liability company (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) incorporated on 6 April 2011 under the laws of Belgium, with registered office at B-2050 Antwerpen, Esmoreitlaan 3, and registered with the Commercial Register of Antwerp under number 0835.231.663;

here represented by Mr Pierre BUISSERET, prenamed, by virtue of a proxy given by private seal on 12 March 2013;

Such proxies, after signature ne varietur by the proxy holder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with it.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to record as follows the articles of association of a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé under the form of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) which they form between themselves.

1. Art. 1. Form and Name.

1.1 There exists a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé under the form of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) under the name of "Buysse & Partners Private Investments Fund" (the Company).

1.2 The Company will be governed by the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the 2007 Act), the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act) (provided that in case of conflicts between the Companies Act and the 2007 Act, the 2007 Act will prevail) as well as by these article of incorporation (the Articles).

2. Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg-City (or elsewhere in the Grand Duchy of Luxembourg if and to the extent permitted under the Companies Act) by a resolution of the General Partner (as defined in article 15 below).

2.2 The General Partner will further have the right to set up branches, offices, administrative centres and agencies wherever it will deem fit, either within or outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

2.3 Where the General Partner determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a partnership limited by shares incorporated in the Grand Duchy of Luxembourg.

3. Art. 3. Duration.

3.1 The Company is formed for an unlimited duration, provided that the Company will however be automatically put into liquidation upon the termination of a Sub-fund (as defined in article 5.4) if no further Sub-fund is active at that time.

3.2 The Company may be dissolved with the consent of the General Partner by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of these Articles, as prescribed in article 21.6 hereto as well as by the Companies Act.

4. Art. 4. Corporate objects.

4.1 The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of its management.

4.2 The Company may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose and may, in particular and without limitation:

(a) make investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company or other intermediary vehicles;

(b) borrow money in any form or obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of equity, bonds, notes, promissory notes, and other debt or equity instruments;

(c) advance, lend or deposit money or give credit to companies and undertakings;

(d) enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the assets (present or future) of the Company or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company, or any director, manager or other agent of the Company, or any company in which the Company or its parent company has a direct or indirect interest, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company;

to the fullest extent permitted under the 2007 Act but in any case subject to the terms and limits set out in the Memorandum (as defined in article 5.4 below).

5. Art. 5. Share capital.

5.1 The capital of the Company will be represented by fully paid up shares of no par value and will at any time be equal to the value of the net assets of the Company pursuant to article 12.

5.2 The capital must reach one million two hundred and fifty thousand euro (EUR1,250,000) within twelve months of the date on which the Company has been registered as a specialised investment fund (SIF) under the 2007 Act on the official list of Luxembourg SIFs. Thereafter it may not be less than this amount. Shares of a Target Sub-fund held by a Investing Sub-fund (as defined in article 17.4 below), will not be taken into account for the purpose of the calculation of the EUR1,250,000 minimum capital requirement.

5.3 The initial capital of the Company was of thirty one thousand euro (EUR 31,000.-) represented by thirty thousand nine hundred ninety nine (30,999) fully paid up shares with no par value and one (1) GP Share (as defined in article 5.5 below).

5.4 The Company has an umbrella structure and the General Partner will set up separate portfolios of assets that represent sub-funds as defined in article 71 of the 2007 Act (the Sub-funds, each a Sub-fund), and that are formed for one or more Classes (as defined under article 5.5). Each Sub-fund will be invested in accordance with the investment objective and policy applicable to that Sub-fund. The investment objective, policy and other specific features of each Sub-fund are set forth in the general section and the relevant special section of the issue document of the Company drawn up in accordance with article 52 of the 2007 Act (the Memorandum). Each Sub-fund may have its own funding, Classes, investment policy, capital gains, expenses and losses, distribution policy or other specific features.

5.5 Within a Sub-fund, the General Partner may, at any time, decide to issue one or more classes of shares (the Classes, each class of shares being a Class) the assets of which will be commonly invested but subject to different rights as described in the Memorandum, to the extent authorised under the 2007 Act and the Companies Act, including, without limitation, different:

- (a) type of target investors;
- (b) fees and expenses structures;
- (c) sales and redemption charge structures;
- (d) subscription and/or redemption procedures;
- (e) minimum investment and/or subsequent holding requirements;
- (f) shareholders servicing or other fees;
- (g) distribution rights and policy, and the General Partner may in particular, decide that shares pertaining to one or more Class(es) be entitled to receive incentive remuneration scheme in the form of carried interest, higher performance returns, lower performance or other fees or to receive preferred returns;
- (h) marketing targets;
- (i) transfer or ownership restrictions;
- (j) reference currencies;

provided that, at all times, the General Partner will hold at least one share that is reserved to the General Partner, in its capacity as unlimited shareholder (actionnaire commandité) of the Company (the GP Share) and that a maximum of one single GP Share will be issued by the Company per Sub-fund.

5.6 A separate net asset value per share, which may differ as a consequence of these variable factors, will be calculated for each Class in the manner described in article 12.

5.7 The Company may create additional Classes whose features may differ from the existing Classes and additional Sub-funds whose investment objectives may differ from those of the Sub-funds then existing. Upon creation of new Sub-funds or Classes, the Memorandum will be updated, if necessary.

5.8 Shares pertaining to a Class of shares may be further sub-divided in series of shares that will be considered for the purposes of the Companies Act as distinct categories of shares and any reference to a Class of shares in these Articles will mean, where appropriate, a reference to a particular series of such Class of shares. The specific features of any such series will be as described in the Memorandum.

5.9 The Company is one single legal entity. However, in accordance with article 71(5) of the 2007 Act, the rights of the shareholder and creditors relating to a Sub-fund or arising from the setting-up, operation and liquidation of a Sub-fund are limited to the assets of that Sub-fund. The assets of a Sub-fund are exclusively dedicated to the satisfaction of the rights of the shareholders relating to that Sub-fund and the rights of those creditors whose claims have arisen in connection with the setting-up, operation and liquidation of that Sub-fund, and there will be no cross liability between Sub-funds, in derogation of article 2093 of the Luxembourg Civil Code.

5.10 The General Partner may create each Sub-fund for an unlimited or limited period of time; in the latter case, the General Partner may, at the expiration of the initial period of time, extend the duration of that Sub-fund one or more times, subject to the relevant provisions of the Memorandum. At the expiration of the duration of a Sub-fund, the Company will redeem all the shares in the Class(es) of shares of that Sub-fund, in accordance with article 8. At each extension of the duration of a Sub-fund, the registered shareholders will be duly notified in writing by a notice sent to their address as recorded in the Company's register of shareholders. The Memorandum will indicate whether a Sub-fund is incorporated for an unlimited period of time or, alternatively, its duration and, if applicable, any extension of its duration and the terms and conditions for such extension.

5.11 For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class will, if not already denominated in euro, be converted into euro. The capital of the Company equals the total of the net assets of all the Classes of all Sub-funds.

6. Art. 6. Form of shares.

6.1 The Company only issues shares in registered form and shares will remain in registered form.

6.2 All issued registered shares of the Company will be registered in the register of shareholders which will be kept at the registered office by the Company or by one or more persons designated for this purpose by the Company, where it will be available for inspection by any shareholder. Such register will contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number and Class of registered shares held by him, the amount paid up on each share, and the transfer of shares and the dates of such transfers. The ownership of the shares will be established by the entry in this register.

6.3 The Company will not issue certificates for such inscription, but each shareholder will receive a written confirmation of his shareholding.

6.4 Shareholders will provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

6.5 In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered into the register of shareholders by the Company from time to time, until another address will be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

6.6 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Company. The same rule will apply in the case of conflict between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-propriétaire) or between a pledgor and a pledgee. Moreover, in the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

6.7 The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares do not carry voting rights, except where their number is such that they represent a whole share, but are entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class on a pro rata basis.

6.8 All shares issued by the Company may be redeemed by the Company at the request of the shareholders or at the initiative of the Company in accordance with, and subject to, article 8 of these Articles and the provisions of the Memorandum.

6.9 Subject to the provisions of article 10, the transfer of shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the register of the shareholder(s) of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg civil code. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

7. Art. 7. Issue of shares.

7.1 The General Partner is authorised, without limitation, to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving a preferential right to subscribe for the shares to be issued for the existing shareholders.

7.2 With the exclusion of the GP Share(s), shares are exclusively reserved for subscription by well-informed investors within the meaning of article 2 of the 2007 Act (Well-Informed Investors).

7.3 The General Partner may impose conditions on the issue of share, any such condition to which the issue of shares may be submitted will be detailed in the Memorandum provided that the General Partner may, without limitation:

(a) decide to set minimum commitments, minimum subsequent commitments, minimum subscription amounts, minimum subsequent subscription amounts and minimum holding amounts for a particular Class or Sub-fund;

(b) impose restrictions on the frequency at which shares are issued (and, in particular, decide that shares will only be issued during one or more offering periods or at such other intervals as provided for in the Memorandum);

(c) reserve shares of a Sub-fund or Class exclusively to persons or entities that have entered into, or have executed, a subscription document under which the subscriber undertakes inter alia to subscribe for shares, during a specific period, up to a certain amount and makes certain representations and warranties to the Company. As far as permitted under Luxembourg law, any such subscription document may contain specific provisions not contained in the other subscription documents;

(d) determine any default provisions applicable to non or late payment for shares or restrictions on ownership of the shares;

(e) in respect of any one given Sub-fund and/or Class, levy a subscription fee and/or waive partly or entirely this subscription fee;

(f) decide that payments for subscriptions to shares will be made in whole or in part on one or more dealing dates, closings or draw down dates at which such date(s) the commitment of the investor will be called against issue of shares of the relevant Sub-fund and Class;

(g) set the initial offering period or initial offering date and the initial subscription price in relation to each Class in each Sub-fund and the cut-off time for acceptance of the subscription document in relation to a particular Sub-fund or Class.

7.4 Shares in Sub-funds will be issued at the subscription price calculated in the manner and at such frequency as determined for each Sub-fund (and, as the case may be, each Class) in the Memorandum.

7.5 A process determined by the General Partner and described in the Memorandum will govern the chronology of the issue of shares in a Sub-fund.

7.6 The General Partner may, in its absolute discretion, accept or reject (partially or totally) any request for subscription for shares, and the General Partner may, at any time and from time to time and in its absolute discretion without liability and without notice, unless otherwise provided for in the Memorandum, discontinue the issue and sale of shares of any Class of shares in any one or more Sub-funds.

7.7 The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities or assets, in accordance with Luxembourg law, in particular in accordance with the obligation to deliver a valuation report from an auditor (réviseur d'entreprises agréé), and provided that such assets are in accordance with the investment objectives and policies of the relevant Sub-fund. All costs related to the contribution in kind are borne by the shareholder acquiring shares in this manner.

Investor or shareholder's default

7.8 The failure of an investor or shareholder to make, within a specified period of time determined by the General Partner, any required contributions or certain other payments to the Company, in accordance with the terms of its application form, subscription document or agreement or commitment to the Company, entitles the Company to impose on the relevant investor or shareholder the penalties determined by the General Partner and detailed in the Memorandum which may include without limitation:

(a) the right of the Company to compulsorily redeem all or part of the shares of the defaulting shareholder in accordance with the provisions of the Memorandum;

(b) the right to require the defaulting shareholder to pay damages to the benefit of the Company;

(c) the right for the Company to retain all dividends paid (or to be paid) or other sums distributed (or to be distributed) with regard to the shares held by the defaulting shareholder;

(d) the right of the Company to require the defaulting shareholder to pay interest at such rate as set out in the Memorandum on all outstanding amounts to be advanced and costs and expenses in relation to the default;

(e) the loss of the defaulting shareholder's right to be, or to propose, members of such consultative body, investment committee or other committee set up in accordance with the provisions of the Memorandum, as the case may be;

(f) the loss of the defaulting shareholder's right to vote with regard to any matter that must be approved by all or a specified portion of the shareholders;

(g) the right of the Company to commence legal proceedings;

(h) the right of the Company to reduce or terminate the defaulting shareholder's commitment;

(i) the right of the other shareholders to purchase all or part of the shares of the defaulting shareholder at a price determined in accordance with the provisions of the Memorandum;

unless such penalties are waived by the General Partner in its discretion.

7.9 The penalties or remedies set forth above and in the Memorandum will not be exclusive of any other remedy which the Company or the shareholders may have at law or under the subscription form, Memorandum or the relevant shareholder's commitment.

8. Art. 8. Redemptions of shares.

General

8.1 The General Partner may create each Sub-fund as:

- a closed-ended Sub-fund the shares of which are in principle not redeemable at the request of a shareholder; or
- an open-ended Sub-fund where any shareholder may request a redemption of all or part of its shares from the Company in accordance with the conditions and procedures set forth by the General Partner in the Memorandum and within the limits provided by law and these Articles.

8.2 Subject to the provisions of article 12, the redemption price per share will be paid within a period determined by the General Partner and disclosed in the Memorandum, as determined in accordance with the current policy of the General Partner, provided that any required transfer documents have been received by the Company. Redemptions may take place over one or more redemption dates, as specified in the Memorandum, and shareholders may be paid out at different redemption prices, calculated in accordance with the Memorandum.

8.3 Unless otherwise provided for in the Memorandum, the redemption price per share for shares of a particular Class of a Sub-fund corresponds to the net asset value per share of the respective Class less any redemption fee, if applicable. Additional fees may be incurred if distributors and paying agents are involved in a transaction. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which it is to be paid, as determined by the General Partner.

8.4 A process determined by the General Partner and described in the Memorandum will govern the chronology of the redemption of shares in a Sub-fund. The General Partner may impose conditions on the redemption of shares. Any such condition to which the redemption of shares may be submitted will be detailed in the Memorandum. The General Partner may impose restrictions on the frequency at which shares may be redeemed in any Class of shares and may, in particular, decide that shares of any Class will only be redeemed on such valuation day as provided for in the Memorandum (the Redemption Date).

8.5 If, as a result of a redemption application, the number or the value of the shares held by any shareholder in any Class falls or will fall below the minimum number or value specified at such time in the Memorandum, the Company may decide to treat such application as an application for redemption of all of that shareholder's shares in the given Class.

8.6 If, in addition, on a Redemption Date (as defined above) or at some time during a Redemption Date, redemption applications as described in this article and conversion applications as described in article 9 exceed a certain level set by the General Partner in relation to a given Class or Sub-fund, the General Partner may reduce proportionally part or all of the redemption and conversion applications in the manner deemed necessary by the General Partner, in the best interest of the Company and in accordance with the terms of the Memorandum. Such non-processed redemptions will then be given priority and dealt with ahead of other applications on the Redemption Date(s) following this period (but subject always to the foregoing limit and unless otherwise specified in the Memorandum).

8.7 The Company may satisfy payment of the redemption price owed to any shareholder, subject to such shareholder's agreement, in specie by allocating assets to the shareholder from the portfolio set up in connection with the Class(es) equal in value to the value of the shares to be redeemed (calculated in the manner described in article 12) as of the Valuation Day or the time of valuation when the redemption price is calculated if the Company determines that such a transaction would not be detrimental to the best interests of the remaining shareholders of the relevant Sub-fund. The nature and type of assets to be transferred in such case will be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders in the given Class or Classes, as the case may be. The valuation used will be confirmed by a special report of the auditor of the Company. The costs of any such transfers are borne by the transferee, unless otherwise provided for in the Memorandum.

8.8 All redeemed shares will be cancelled.

8.9 All applications for redemption of shares are irrevocable, except - in each case for the duration of the suspension - in accordance with article 13 of these Articles, when the calculation of the net asset value has been suspended or when redemption has been suspended as provided for in this article.

8.10 In respect of open-ended Sub-funds, the Company will use all reasonable commercial efforts to satisfy redemption requests, recognising its obligation to balance such efforts with the interests of the relevant Sub-fund and the other Sub-funds as a whole and the interests of those shareholders who remain in the relevant Sub-fund and the other Sub-funds, but nothing will oblige the Company to meet any redemption request.

Redemption of shares at the initiative of the Company - Compulsory redemption of shares

8.11 The Company may redeem shares of any Class and Sub-fund, on a pro rata basis among shareholders, in order to distribute proceeds generated by an investment through returns or its disposal, subject to compliance with the relevant distribution scheme (and as the case may be, subject to compliance with the relevant re-investment rights) as provided for each Sub-fund and/or Class in the Memorandum (if any). The right of the Company to redeem shares of a Sub-fund/ a Class under this article 8 may be subject to the prior approval or advice of such consultative body as set out for a particular Sub-fund in the Memorandum.

8.12 The Company will announce in due time the redemption by way of mail addressed to the shareholders by the General Partner.

8.13 The Company may compulsorily redeem the shares:

- (a) held by a Restricted Person as defined in article 11, in accordance with the provisions of article 11;
- (b) for the purpose of equalisation of existing investors and late investors (e.g., in case of admission of subsequent investors) if provided in respect of a specific Sub-fund in the Memorandum;
- (c) in case of liquidation or merger of Sub-funds or Classes, in accordance with the provisions of article 28;
- (d) held by a shareholder who fails to make, within a specified period of time determined by the General Partner, any required contributions or certain other payments to the Company (including the payment of any interest amount or charge due in case of default), in accordance with the terms of its subscription document in accordance with the provisions of the Memorandum;
- (e) in all other circumstances, in accordance with the terms and conditions set out in the subscription document, these Articles and the Memorandum.

9. Art. 9. Conversion of shares.

9.1 Subject each time to the approval of the General Partner (which may be withheld at the General Partner's absolute discretion) and such terms and conditions as set out in the Memorandum, a shareholder may, if so provided in the Memorandum, convert all or part of its shares of a particular Class of shares of a Sub-fund into another Class of shares within the same Sub-fund or another Sub-fund.

9.2 If conversions are authorised in the Memorandum, a process determined by the General Partner and described in the Memorandum will govern the chronology of the conversion of shares in a Sub-fund or from one Sub-fund to another Sub-fund. The General Partner may impose conditions on the conversion of shares which will be detailed in the Memorandum. A conversion application will be considered as an application to redeem the shares held by the shareholder and as an application for the simultaneous acquisition (issue) of the shares to be acquired. A conversion fee may be incurred. Additional fees may be incurred if distributors and paying agents are involved in a transaction. The prices of the conversion may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which they are to be paid, as determined by the General Partner. The General Partner may determine that balances of less than a reasonable amount to be set by the General Partner, resulting from conversions, will not be paid out to shareholders.

9.3 As a rule, unless otherwise provided for in the Memorandum, both the redemption and the acquisition parts of the conversion application should be calculated on the basis of the net asset value per share prevailing on the dealing date in respect of which the redemption part of the relevant conversion request is undertaken by the relevant Sub-fund.

9.4 Conversions may only be effected if, at the time, both the redemption of the shares to be converted and the issue of the shares to be acquired are simultaneously possible; there will be no partial execution of the application unless the possibility of issuing the shares to be acquired ceases after the shares to be converted have been redeemed.

9.5 All applications for the conversion of shares are irrevocable, unless otherwise provided for in the Memorandum.

9.6 If as a result of a conversion application, the number or the value of the shares held by any shareholder in any Class of shares falls below the minimum number or value that is then - if the rights provided for in this sentence are applicable - specified by the General Partner in the Memorandum, the Company may decide to treat the purchase part of the conversion application as a request for redemption for all of the shareholder's shares in the given Class of shares; the acquisition part of the conversion application will remain unaffected by any additional redemption of shares.

9.7 Shares that are converted to shares of another Class of shares will be cancelled.

10. Art. 10. Transfer of shares - Transfer of commitments.

10.1 The General Partner will not Transfer all or any part of its GP Share(s) or voluntarily withdraw as the general partner of the Company.

10.2 The sale, assignment, transfer, exchange, pledge, encumbrance or other disposition (Transfer) of all or any part of any investor's shares or undrawn commitment (to the exclusion of the GP Share(s)) in any Sub-fund is subject to the provisions of this article.

10.3 No Transfer of all or any part of any investor's shares or undrawn commitment in any Sub-fund, whether direct or indirect, voluntary or involuntary:

(a) will be valid or effective if:

(i) the Transfer would result in a violation of any law or regulation of Luxembourg or any other jurisdiction or subject the Company to any other adverse tax, legal or regulatory consequences as determined by the Company;

(ii) the Transfer would result in a violation of any term or condition of these Articles or of the Memorandum;

(iii) the Transfer would result in the Company being required to register as an investment company under the United States Investment Company Act of 1940, as amended;

(b) and it will be a condition of any Transfer (whether permitted or required) that:

(i) such Transfer be approved by the General Partner (who may only refuse for a reasonable ground);

(ii) the Transferee represents in a form acceptable to the Company that such Transferee is not a Restricted Person, and that the proposed Transfer itself does not violate any laws or regulations (including, without limitation, any securities laws) applicable to him/her/it;

(iii) the Transferee is not a Restricted Person;

(iv) (unless otherwise agreed with the Company) the Transferee undertakes to fully and completely assume all outstanding obligations of the Transferring Investor towards the Company under the Transferring Investor's subscription form, commitment or any other agreement setting out the terms of the participation of the Transferring Investor in the Company (including, for the avoidance of doubt, the provisions of the Memorandum) and that, in respect of Transfers of undrawn commitments, the General Partner be satisfied that the Transferee has sufficient assets to comply with draw-down notices in respect of such undrawn commitments.

Information

10.4 If an investor wishing to Transfer all or part of its Shares or undrawn commitment (a Transferring Investor) finds a third party purchaser (the Transferee), it will apply to the General Partner for its consent to the Transfer and will furnish such information in relation to the proposed Transfer and the proposed Transferee as may be required by the General Partner. In the event that a request for a Transfer is approved, the Transferring Partner and Transferee will, among other

possible requirements, be required to represent to the General Partner, in a form acceptable to the General Partner, that the proposed Transfer does not violate any laws or regulations (including any securities laws) applicable to it nor be a Transfer of a type that would be prohibited under this article 10.

Transferee's obligations

10.5 In accordance with article 10.3(b)(iv), unless otherwise agreed with the Company, any Transferee will be bound by all the provisions of the Memorandum and, as a condition of giving its consent to any Transfer to be made in accordance with the provisions of this article 10, the General Partner may require the proposed Transferee to acknowledge its assumption (in whole or in part) of the obligations of the Transferring Investor by executing a form of subscription form in a form satisfactory to the General Partner. Neither the Company nor the General Partner will incur any liability for allocations and distributions made in good faith to the Transferring Investor until the written instrument of transfer has been received by the Company and recorded in its books and the effective date of the Transfer has passed.

Legal opinion

10.6 Prior to a proposed Transfer, the General Partner will be entitled to require a written opinion of responsible legal counsel (at the expense of the Transferring Investor), satisfactory in form and substance to the General Partner on any relevant regulatory or legal issue relating to the proposed Transfer, as well as such other matters as the General Partner may reasonably request. Transfer costs

10.7 The Transferring Investor will be responsible for and pay all costs and expenses (including any taxation) arising in connection with any such permitted Transfer, including reasonable legal fees arising in relation thereto incurred by the General Partner or its affiliates and stamp duty or stamp duty reserve tax (if any) payable. The Transferring Investor and the Transferee will indemnify the Indemnified Persons (as defined under article 19 below), in a manner satisfactory to the General Partner against any claims and expenses to which the Indemnified Persons may become subject arising out of or based upon any false representation or warranty made by, or breach or failure to comply with any covenant or agreement of, such transferor or transferee in connection with such Transfer. In addition, each investor agrees to indemnify the Company and each Indemnified Person from any claims and expenses resulting from any Transfer or attempted Transfer of its shares and undrawn commitment in violation of these Articles, the Memorandum and the terms of the subscription form.

11. Art. 11. Ownership restrictions.

11.1 Without prejudice to the right of the General Partner to reject subscriptions by any investor in its entire discretion, the Company acting through its General Partner may in particular restrict or prevent the ownership of shares by any person if:

- (a) in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company or any of its Sub-funds;
- (b) it may result (either individually or in conjunction with other investors in the same circumstances) in:
 - (i) the Company, a Sub-fund or its intermediary vehicles incurring any liability for any taxation whenever created or imposed and whether in Luxembourg, or elsewhere or suffering pecuniary disadvantages which the same might not otherwise incur or suffer; or
 - (ii) the Company or a Sub-fund being required to register its shares under the laws of any jurisdiction other than Luxembourg;
- (c) it may result in a breach of any law or regulation applicable to the relevant individual or legal entity itself, the Company, the General Partner or any Sub-fund, whether Luxembourg law or other law (including anti-money laundering and terrorism financing laws and regulations);
- (d) as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred;
- (e) such person is not a Well-informed Investor;

such individual or legal entities are to be determined by the General Partner and are defined herein as Restricted Persons provided that any person mentioned under item (e) will automatically be a Restricted Person.

11.2 For such purposes the Company may:

- (a) decline to issue any shares and decline to register any Transfer of shares or assignment of corresponding undrawn commitment, where such registration, or Transfer or assignment would result in legal or beneficial ownership of such shares or undrawn commitment by a Restricted Person; and
- (b) at any time require any person, whose name is entered in the register of shareholders or of undrawn commitments or who seeks to register a Transfer in the register of shareholders or of undrawn commitments, to deliver to the Company any information, supported by affidavit, which the Company may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares/undrawn commitment rests with a Restricted Person, or whether such registration will result in beneficial ownership of such shares/undrawn commitment by a Restricted Person.

11.3 If it appears that a shareholder of the Company is a Restricted Person, the Company will be entitled to, in its absolute discretion:

(a) decline to accept the vote of the Restricted Person at the General Meeting and disregard its vote on any matter requiring the Investors' vote in accordance with the Articles or the Memorandum; and/or

(b) retain all dividends paid or other sums distributed with regard to the shares held by the Restricted Person; and/or

(c) instruct the Restricted Person to sell his/her/its shares and to demonstrate to the Company that this sale was made within such period of the sending of the relevant notice as set out in the Memorandum, subject each time to the applicable restrictions on Transfer as set out in article 10; and/or

(d) reduce or terminate the Restricted Person's undrawn commitment; and/or

(e) compulsorily redeem all shares held by the Restricted Person at a price based on the latest calculated net asset value, less a penalty fee calculated in accordance with the terms of the Memorandum or at such price as is set out in the Memorandum.

11.4 The exercise of the powers by the Company in accordance with this article may in no way be called into question or declared invalid on the grounds that the ownership of shares was not sufficiently proven or that the actual ownership of shares did not correspond to the assumptions made by the Company on the date of the purchase notification, provided that the Company exercised the abovenamed powers in good faith.

12. Art. 12. Calculation of net asset value.

12.1 The net asset value of each Class in each Sub-fund will be expressed in the reference currency as it is stipulated in the Memorandum in accordance with Luxembourg law on each valuation day as stipulated in the Memorandum (each a Valuation Day). For Sub-funds which do not have a daily Valuation Day, the Company may, at its discretion, calculate an estimated net asset value on days which are not Valuation Days. The said estimated net asset value cannot be used for subscription, redemption or conversion purposes and will be calculated for information only. Furthermore, exceptionally and upon the decision of the General Partner, the Company may decide to calculate an exceptional net asset value for the specific purposes of subscription, redemption or conversion.

12.2 The net assets of the Company are at any time equal to the total of the net assets of the various Sub-funds.

12.3 The administrative agent of the Company will under the supervision of the Company compute the net asset value per Class in the relevant Sub-fund as follows: each Class participates in the Sub-fund according to the portfolio and distribution entitlements attributable to each such Class. The value of the total portfolio and distribution entitlements attributed to a particular Class of a particular Sub-fund on a given Valuation Day adjusted with the liabilities relating to that Class on that Valuation Day represents the total net asset value attributable to that Class of that Sub-fund on that Valuation Day. The assets of each Class will be commonly invested within a Sub-fund but subject to different fee structures, distribution, marketing targets, currency or other specific features as it is stipulated in the relevant Memorandum. A separate net asset value per share, which may differ as a consequence of these variable factors, will be calculated for each Class as follows: the net asset value of that Class of that Sub-fund on that Valuation Day divided by the total number of shares of that Class of that Sub-fund then outstanding on that Valuation Day.

12.4 The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Sub-fund or Class will be converted into the reference currency of such Sub-fund or Class at the relevant rates of exchange prevailing on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined with prudence and in good faith by or under procedures established by the General Partner.

12.5 For the purpose of calculating the net asset value per Class of a particular Sub-fund, the net asset value of each Sub-fund will be calculated by calculating the aggregate of:

(a) the value of all assets of the Company which are allocated to the relevant Sub-fund in accordance with the provisions of these Articles; less

(b) all the liabilities of the Company which are allocated to the relevant Sub-fund in accordance with the provisions of these Articles, and all fees attributable to the relevant Sub-fund, which fees have accrued but are unpaid on the relevant Valuation Day.

12.6 The set up costs for investments (at the intermediary vehicle level, as the case may be) may be amortised over a period of up to five (5) years rather than expensed in full when they are incurred.

12.7 The accounts of the subsidiaries or intermediary vehicles (if any) of the Company will be consolidated (to the extent required under applicable accounting rules and regulations) with the accounts of the Company at each Valuation Day and accordingly the underlying assets and liabilities will be valued in accordance with the valuation rules described below.

12.8 The assets of a Sub-fund will include:

(a) all investments registered in the name of the Company for the account of the relevant Sub-fund or any intermediary vehicles;

(b) all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon, owned by such Sub-fund;

(c) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of properties, property rights, securities or any other assets sold but not delivered) owned by such Sub-fund;

(d) all financial instruments and securities including but not limited to bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stocks, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and similar assets owned or contracted for by the Sub-fund;

(e) all stock dividends, cash dividends and cash payments receivable by the Sub-fund to the extent information thereon is reasonably available to the Sub-fund;

(f) all rentals accrued on any real estate properties or interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Sub-fund except to the extent that the same is included or reflected in the value attributed to such asset;

(g) the formation expenses of the Sub-fund, including the cost of issuing and distributing shares of the Sub-fund, insofar as the same have not been written off; and

(h) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

12.9 The value of the assets of the Company in respect of a Sub-fund will be determined as follows:

(a) the value of any cash in hand or on deposit, notes and bills payable on demand and accounts receivable (including reimbursements of fees and expenses payable by any vehicle, listed or unlisted, regulated or non-regulated that has as its purpose the collective investment of funds, including for the avoidance of doubt, any sub-funds, compartments of such vehicle (a Target Fund) in which the Company may invest), prepaid expenses and cash dividends declared and interest accrued but not yet collected, will be deemed the nominal value of these assets unless it is improbable that it can be paid and/or collected in full; in which case, the value will be arrived at after deducting such amounts as the General Partner may, in good faith, consider appropriate to reflect the discounted value of these assets;

(b) securities listed on an official stock exchange or dealt on any other organised market will be valued at their last available price on the Valuation Day and, if the security is traded on several markets, on the basis of the last known price on the main market of this security. If the General Partner believes that the last known market price is no longer representative, the valuation will be based on the estimated value at which it is expected such securities can be sold;

(c) unlisted securities or securities not traded on a stock exchange or any other regulated market as well as listed securities, or securities whose quoted price is, in the opinion of the General Partner, not representative of actual market value, will be valued at their last known price or, in the absence of such price, on the basis of their probable realisation value, as determined with prudence and in good faith by the General Partner, provided that investments in private equity securities not listed or dealt in on any stock exchange or on any other regulated market will be estimated with due care and in good faith, taking due account of the guidelines and principles for valuation of portfolio companies set out by International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines, published by the European Venture Capital Association (EVCA), the British Venture Capital Association (BVCA) and the French Venture Capital Association (AFIC), as may be amended or updated from time to time;

(d) the valuation of investments reaching maturity within a maximum period of 90 days may include straight-line daily amortisation of the difference between the principal 91 days before maturity and the value at maturity;

(e) the liquidation value of futures, forward or options contracts that are not traded on stock exchanges or other regulated markets will be equal to their net liquidation value determined in accordance with the policies established by the General Partner on a basis consistently applied to each type of contract. The liquidation value of futures, forward or options contracts traded on stock exchanges or other regulated markets will be based on the latest available price for these contracts on the stock exchanges and regulated markets on which these options, forward or futures contracts are traded; provided that if an options or futures contract cannot be liquidated on the date on which the net assets are valued, the basis for determining the liquidation value of said contract will be determined by the General Partner in a fair and reasonable manner;

(f) swaps are valued at their fair value based on the last known closing price of the underlying security;

(g) Target Funds are valued on the basis of their last official or estimated net asset value. This net asset value may be adjusted by applying a recognised index so as to reflect market changes since the last valuation. In the context of Sub-funds which invest in other Target Funds, valuation of their assets may be complex in some circumstances and the administrative agents of such Target Funds may be late or delay communicating the relevant official net asset values. At the request of the General Partner and under its supervision, the administrative agent of the Company may use, on the Valuation Day, estimated net asset values provided by the administrative agents or managers of the said Target Funds if these are more recent than their available official net asset values. In this case, the net asset value thus determined for the Sub-funds concerned may be different from the value that would have been calculated on the Valuation Day using the official net asset values calculated by the administrative agents of the Target Funds in which the Sub-fund invested. Nevertheless, net asset values calculated on the basis of estimated net asset values will be considered as final and applicable despite any future divergence;

(h) liquid assets and money market instruments are valued at their nominal value plus accrued interest, or on the basis of amortised costs;

(i) any other securities and assets are valued in accordance with the procedures put in place by the General Partner and with the help of specialist valuers, as the case may be, who will be instructed by the General Partner to carry out these valuations.

12.10 The Company, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset or liability of the Company. This method will then be applied in a consistent manner. The administrative agent of the Company can rely on such deviations as approved by the Company for the purpose of the net asset value calculation.

12.11 For the purpose of determining the value of the Company's assets, the administrative agent of the Company, having due regards to the standards of care and due diligence in this respect, may, when calculating the net asset value, completely and exclusively rely, unless there is manifest error or negligence on its part, upon the valuations provided either (i) by the General Partner, (ii) by various pricing sources available on the market such as pricing agencies (i.e., Bloomberg, Reuters, etc.) indicated by the General Partner or administrators of underlying Target Funds, (iii) by prime brokers and brokers indicated by the General Partner, or (iv) by specialist(s) duly authorised to that effect by the General Partner. Where deemed appropriate by the General Partner, the General Partner will select, appoint, and make the necessary contractual arrangements directly with such third party pricing sources, to ensure that such assets are valued in the best interest of all Shareholders of the Company. To this end, the General Partner will provide or cause on a best effort basis the third party pricing sources to provide the administrative agent of the Company with the valuation of assets of the Company and to provide the Auditor with appropriate supporting evidence regarding the correctness and accuracy of such pricing/valuation.

12.12 In particular, for the valuation of any assets for which market quotations or fair market values are not publicly available (including but not limited to unlisted structured or credit-related instruments and other illiquid assets), the administrative agent of the Company will exclusively rely on valuations provided either by the General Partner or by third party pricing sources appointed by the General Partner under its responsibility or other official pricing sources such as Target Funds' administrators, Telekurs, Bloomberg, Reuters and will not check the correctness and accuracy of the valuations so provided. If the General Partner gives instructions to the administrative agent of the Company to use a specific pricing source, the General Partner undertakes to conduct its own prior due diligence (including reasonably qualified legal opinions from reputable first class consultants or auditors) on such pricing source as far as its competence, reputation, and professionalism are concerned so as to ensure that the prices which will be given to the administrative agent of the Company are reliable; and the administrative agent of the Company will not, and will not be required to, carry out any additional due diligence or testing on any such pricing source. So far as these assets are concerned, the sole responsibility of the administrative agent of the Company is to compute the net asset value on the basis of the prices provided by the General Partner or the appointed third party pricing source(s), without any responsibility whatsoever (in the absence of manifest error or negligence on its part) as to the correctness or accuracy of the valuations provided by the relevant sources. For the avoidance of doubt, the administrative agent of the Company will not effect any testing on valuations or prices nor collect or analyse any supporting documents which would support or evidence the accuracy of the prices of any asset held in the portfolio for which a price or valuation is provided in accordance with this article 12.

12.13 If one or more sources of quotation are not able to provide relevant valuations to the administrative agent of the Company or, if for any reason, the value of any asset of the Company may not be determined as rapidly and accurately as required, the General Partner may decide to suspend the net asset value calculation and authorise the administrative agent of the Company not to calculate the net asset value and, consequently, not to determine subscription, redemption and conversion prices. The administrative agent of the Company will immediately inform the General Partner if such a situation arises. The General Partner will be responsible to notify or to instruct the administrative agent of the Company to notify the Shareholders of any such suspension in accordance with the terms of the Memorandum. If necessary, the General Partner may decide to suspend the calculation of the net asset value in accordance with the procedures described in the Memorandum.

12.14 Securities denominated in a currency other than the relevant Sub-fund's Reference Currency will be converted at the average exchange rate of the currency concerned (mid) applicable on the Valuation Day.

12.15 The liabilities of the Company will include:

- (a) all loans and other indebtedness for borrowed money (including convertible debt), bills and accounts payable;
- (b) all accrued interest on such loans and other indebtedness for borrowed money (including accrued fees for commitment for such loans and other indebtedness);
- (c) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, management and advisory fees, including incentive fees (if any), custody fees, paying agency, registrar and transfer agency fees and domiciliary and corporate agency fees as well as reasonable disbursements incurred by the service providers);
- (d) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid distributions declared by the Company;
- (e) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the calculation day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorised and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- (f) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with Luxembourg law. In determining the amount of such liabilities the Company will take into account all expenses payable by the Company

and may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

12.16 For the purpose of this article 12:

(a) shares to be issued by the Company will be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner on the Valuation Day with respect to which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore will be deemed to be an asset of the Company;

(b) shares of the Company to be redeemed (if any) will be treated as existing and taken into account until the date fixed for redemption, and from such time and until paid by the Company the price therefore will be deemed to be a liability of the Company;

(c) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the respective Sub-fund/Class will be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value per share; and

(d) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

(i) purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset will be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired will be shown as an asset of the Company;

(ii) sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset will be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered by the Company will not be included in the assets of the Company;

provided, however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value will be estimated by the General Partner.

12.17 The assets and liabilities of the Company will be allocated as follows:

(a) the proceeds to be received from the issue of shares of any Class will be applied in the books of the Company to the Sub-fund corresponding to that Class, provided that if several Classes are outstanding in such Sub-fund, the relevant amount will increase the proportion of the net assets of such Sub-fund attributable to that Class;

(b) the assets and liabilities and income and expenditure applied to a Sub-fund will be attributable to the Class or Classes corresponding to such Sub-fund;

(c) where any asset is derived from another asset, such asset will be attributable in the books of the Company to the same Class or Classes as the assets from which it is derived and on each revaluation of such asset, the increase or decrease in value will be applied to the relevant Class or Classes;

(d) where the Company incurs a liability in relation to any asset of a particular Class or particular Classes within a Sub-fund or in relation to any action taken in connection with an asset of a particular Class or particular Classes within a Sub-fund, such liability will be allocated to the relevant Class or Classes within such Sub-fund;

(e) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Class, such asset or liability will be allocated to all the Classes pro rata to their respective net asset values or in such other manner as determined by the General Partner acting in good faith, provided that (i) where assets of several Classes are held in one account and/or are co-managed as a segregated pool of assets by an agent of the General Partner, the respective right of each Class will correspond to the prorated portion resulting from the contribution of the relevant Class to the relevant account or pool, and (ii) such right will vary in accordance with the contributions and withdrawals made for the account of the Class, as described in the Memorandum;

(f) upon the payment of distributions to the shareholders of any Class, the net asset value of such Class will be reduced by the amount of such distributions.

12.18 General rules

(a) all valuation regulations and determinations will be interpreted and made in accordance with Luxembourg law;

(b) for the avoidance of doubt, the provisions of this article 12 are rules for determining the net asset value per share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any shares issued by the Company;

(c) undrawn commitments will not be considered as assets of a Sub-fund for the purpose of the calculation of the net asset value of that Sub-fund;

(d) adequate provisions will be made, Sub-fund by Sub-fund, for expenses to be borne by each of the Sub-funds and off-balance-sheet commitments may possibly be taken into account on the basis of fair and prudent criteria in accordance with the Memorandum;

(e) net asset value per share may be rounded up or down to the nearest whole cent of the currency in which the net asset value of the relevant shares is calculated;

(f) the net asset value per share of each Class in each Sub-fund will be communicated by the administrative agent of the Company to the shareholders within a reasonable period of time after it is established and is made available to the investors at the registered office of the Company and available at the offices of the administrative agent as soon as practicable after the most recent Valuation Day and in principle, within such period of time as is set for in the Memorandum, although in certain circumstances, the net asset value could be made available later;

(g) with respect to the protection of investors in case of net asset value calculation error and the correction of the consequences resulting from non-compliance with the investment rules applicable to the Company, the General Partner intends to comply with the principles and rules set out in CSSF circular 02/77 of 27 November 2002, subject to what is specified here below:

(i) the tolerance threshold applicable to the Fund for the Net Asset Value calculation error as specified in the Memorandum;

(ii) no report thereon will be transmitted to the CSSF;

(iii) the correction will be made under the control of the auditor of the Company.

13. Art. 13. Temporary suspension of calculation of the net asset value.

13.1 The Company may at any time and from time to time suspend the determination of the net asset value of shares of any Sub-fund and/or the issue of the shares of such Sub-fund to subscribers and/or the redemption of the shares of such Sub-fund from its shareholders and/or conversions of shares of any Class in a Sub-fund in any of the following circumstances:

(a) when one or more regulated markets, stock exchanges or other regulated markets, which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of the Company attributable to such Sub-fund, are closed otherwise than for ordinary holidays or if dealings therein are restricted or suspended;

(b) when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the General Partner, disposal of the assets of the Company attributable to such Sub-fund is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the shareholders as determined by the General Partner;

(c) in the case of a breakdown in the normal means of communication used for the valuation of any investment of the Company attributable to such Sub-fund or if, for any exceptional circumstances, the value of any asset representing a material portion of the portfolio of the Company attributable to such Sub-fund may not be determined as rapidly and accurately as required;

(d) if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the Company are rendered impracticable or if purchases and sales of the Company's assets attributable to such Sub-fund cannot be effected at normal rates of exchange;

(e) when the net asset value calculation of, and/or the redemption right of investors in, one or more Target Funds representing a material portion of the assets of the relevant Sub-fund is suspended;

(f) when there exists, in the opinion of the General Partner, a state of affairs where the determination of the net asset value of the shares would not be reasonably practicable or where disposal of the Company's assets would be seriously prejudicial to the non-redeeming shareholders;

(g) when for any reason the prices of any investments owned by the Company cannot promptly or accurately be ascertained;

(h) in accordance with, and in the circumstances set out under, article 12.13 of these Articles;

(i) when the suspension is required by law or legal process;

(j) when for any reason and in its absolute discretion the General Partner determines that such suspension is in the best interests of shareholders;

(k) upon the publication of a notice convening a General Meeting for the purpose of winding-up the Company.

13.2 Any such suspension may be notified by the Company in such manner as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby. The Company will notify all shareholders of the relevant Sub-fund of such suspension.

13.3 Such suspension as to any Sub-fund will have no effect on the calculation of the net asset value per share, the issue, redemption and conversion of shares of any other Sub-fund.

13.4 Any request for subscription, redemption and conversion will be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the net asset value per share in the relevant Sub-fund, in which case shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company before the end of the suspension period, such application will be dealt with on the first Valuation Day, as determined for each relevant Sub-fund, following the end of the period of suspension.

14. Art. 14. Liability of shareholders.

14.1 The owners of limited shares (i.e., shares of whatever Class to the exclusion of the GP Share(s)) are only liable up to the amount of their capital contribution made to the Company.

14.2 The General Partner's liability will be unlimited.

15. Art. 15. Management.

15.1 The Company will be managed by Buysse & Partners Private Investments Fund GP (the General Partner). The General Partner who will be the liable partner (actionnaire commandite) and who will be personally, jointly and severally liable with the Company for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company.

15.2 The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest which are not expressly reserved by law or by these Articles to the meeting of shareholders.

15.3 The General Partner will namely have the power on behalf and in the name of the Company to carry out any and all of the purposes of the Company and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that it may deem necessary or advisable or incidental thereto. Except as otherwise expressly provided, the General Partner will have full authority to, in its discretion, exercise, on behalf of and in the name of the Company, all rights and powers necessary or convenient to carry out the purposes of the Company.

16. Art. 16. Authorised signature.

16.1 The Company will be bound towards third parties in all matters by the corporate signature of the General Partner or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority will have been delegated by the General Partner as the General Partner will determine in its discretion, except that such authority may not be conferred to a limited partner (associé commanditaire) of the Company.

17. Art. 17. Investment policy and Restrictions.

17.1 The General Partner, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policies to be applied in respect of each Sub-fund, (ii) the hedging strategy to be applied to specific Classes of shares within particular Sub-funds and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the investment powers and restrictions as will be set forth by the General Partner in the Memorandum, in compliance with applicable laws and regulations.

17.2 The General Partner will also have power to determine any restrictions which will from time to time be applicable to the investment of the Company's assets, in accordance with the 2007 Act including, without limitation, restrictions in respect of:

- (a) the borrowings of the Company or any Sub-fund thereof and the pledging of its assets; and
- (b) the maximum percentage of the Company or a Sub-fund's assets which it may invest in any single underlying asset and the maximum percentage of any type of investment which it (or a Sub-fund) may acquire.

17.3 The General Partner, acting in the best interests of the Company, may decide, in accordance with the terms of the Memorandum, that (i) all or part of the assets of the Company or of any Sub-fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their sub-funds, or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-funds be co-managed on a segregated or on a pooled basis.

17.4 A Sub-fund (the Investing Sub-fund) may invest in one or more other Sub-funds. Any acquisition of shares of another Sub-fund (the Target Sub-fund) by the Investing Sub-fund is subject to the following conditions (and such other conditions as may be applicable in accordance with the terms of the Memorandum):

- (a) the Target Sub-fund may not invest contemporaneously in the Investing Sub-fund;
- (b) the voting rights attached to the shares of the Target Sub-fund are suspended during the investment by the Investing Sub-fund;
- (c) the value of the shares of the Target Sub-fund held by the Investing Sub-fund are not taken into account for the purpose of assessing the compliance with the EUR1,250,000 minimum capital requirement.

18. Art. 18. Conflict of interests.

18.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm will be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors, managers or officers of the General Partner or the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

18.2 Any director, manager or officer of the General Partner or of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company will contract or otherwise engage in business will be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

19. Art. 19. Indemnification.

19.1 None of the members of the board of managers of the General Partner, the General Partner, any investment manager and investment adviser (if any) (each an Indemnified Person) will have any liability for any claims and expenses of the Company or any investor arising in connection with the services to be performed hereunder or pursuant hereto, or under or pursuant to any management agreement or other service agreement relating to the Company or in respect of services as a member of the board of managers of the General Partner or which otherwise arises in relation to the operation, business or activities of the Company save in respect of any matter resulting from such Indemnified Person's fraud, wilful misconduct, bad faith or reckless disregard for their obligations and duties in relation to the Company or their gross negligence (provided that such gross negligence has had a material adverse economic effect on the Investors or the Company).

19.2 The General Partner and the members of the board of managers of the General Partner will be fully protected in relying in good faith upon the records of the Company and upon such information, opinions, reports or statements presented to the Company by any person (including a representative of a person in which the Company has invested) as to matters the General Partner and the Managers believe are within such other person's professional or expert compe-

tence and who, to the extent applicable, has been selected with reasonable care by or on behalf of the Company, including information, opinions, reports or statements as to the value and amount of assets, liabilities, profits or losses or any other facts pertinent to the existence and amount of assets from which distributions to Investors might properly be paid.

19.3 Notwithstanding anything to the contrary in these Articles and the Memorandum, the General Partner will not be in default, or be deemed to have breached its obligations if it is unable to take, or cause the Company to take, any action due to a lack of available funds.

19.4 The Company agrees to indemnify and hold harmless out of the Company's assets the Indemnified Persons against any and all claims and expenses incurred or threatened arising out of or in connection with or relating to or resulting from the Indemnified Person being or having acted as a general partner or manager in respect of the Company or arising in respect of or in connection with any matter or other circumstance relating to or resulting from the exercise of its powers as a general partner or manager or from the provision of services to or in respect of the Company or under or pursuant to any management agreement or other service agreement relating to the Company or in respect of services as a member of the board of managers of the General Partner or which otherwise arise in relation to the operation, business or activities of the Company provided however that an Indemnified Person will not be so indemnified with respect to any matter resulting from their fraud, wilful misconduct, bad faith or reckless disregard for their obligations and duties in relation to the Company or their gross negligence (provided that such gross negligence has had a material adverse economic effect on the Investors or the Company).

19.5 The right of any Indemnified Person to the indemnification provided herein will be cumulative of, and in addition to, any and all rights to which such Indemnified Person may otherwise be entitled by contract or as a matter of law or equity or otherwise and will extend to such Indemnified Person's successors, assignees and legal representatives.

19.6 This article 19 should not be construed as indemnifying, or attempting to indemnify, any Indemnified Person against any liability to the extent that indemnifying the Indemnified Person would be in violation of applicable law.

19.7 The provisions of this article 19 will continue to afford protection to each Indemnified Person regardless of whether such Indemnified Person remains in the position or capacity pursuant to which such Indemnified Person became entitled to indemnification under this article 19 and regardless of any subsequent amendment to the Memorandum or these Articles, and no amendment to the Memorandum or these Articles will reduce or restrict the extent to which these indemnification provisions apply to actions taken or omissions made prior to the date of such amendment.

19.8 The right of any Indemnified Person to the indemnification provided herein will be cumulative with, and in addition to, any and all rights to which such Indemnified Person may otherwise be entitled by contract or as a matter of law or equity and will extend to such Indemnified Person's successors, assignees, heirs and legal representatives.

20. Art. 20. Meetings of shareholders.

20.1 The annual General Meeting will be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the last Monday in September of each year at 10:00 am (Luxembourg time). If such day is not a Luxembourg business day, the annual General Meeting will be held on the preceding Luxembourg business day.

20.2 The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the General Partner exceptional circumstances so require.

20.3 Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

20.4 All general meetings of shareholders (each a General Meeting) will be chaired by the General Partner.

20.5 Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company will represent the entire body of shareholders of the Company. No resolution of the shareholders will be effective without the consent of the General Partner.

20.6 To the extent permitted by law, the convening notice to a General Meeting may provide that the quorum and majority requirements will be assessed against the number of shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the relevant meeting (the Record Date) in which case, the right of shareholders to participate in the meeting will be determined by reference to their holding as at the Record Date.

21. Art. 21. Notice, Quorum, Convening notices, Powers of attorney and Vote.

21.1 The notice periods and quorum provided for by law will govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

21.2 The General Partner may convene a General Meeting at any time. It will be obliged to convene it so that it is held within a period of one month, if shareholders representing one-tenth of the capital require it in writing, with an indication of the agenda. One or more shareholders representing at least one tenth of the subscribed capital may require the entry of one or more items on the agenda of any General Meeting. This request must be addressed to the Company at least 5 (five) business days before the relevant General Meeting.

21.3 All the shares of the Company being in registered form, the convening notices will be made by registered letters only.

21.4 Each share is entitled to one vote, subject to the provisions of articles 7 and 11.

21.5 Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting subject to the express consent of the General Partner.

21.6 However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted in a General Meeting properly convened and constituted in accordance with the Companies Act (i.e., 50% quorum requirement of the shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the votes cast) and any other relevant Luxembourg law and with the consent of the General Partner.

21.7 The nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of the shareholders and bondholders (if any).

21.8 Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any Class of shares vis-à-vis those of any other Class of shares will only be valid if passed in accordance with article 68 of the Companies Act.

21.9 A shareholder may act at any General Meeting by appointing another person (who need not be a shareholder) as its proxy in writing whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed.

21.10 If all the shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

21.11 The shareholders may vote in writing (by way of a voting bulletins) on resolutions submitted to the General Meeting provided that the written voting bulletins include (i) the name, first name, address and the signature of the relevant shareholder, (ii) the agenda as set forth in the convening notice and (iii) the voting instructions (approval, refusal, abstention) for each point of the agenda. In order to be taken into account, the original voting bulletins must be received by the Company forty-eight (48) hours before the relevant General Meeting.

21.12 The General Partner may determine any other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

22. Art. 22. General meetings of shareholders in a sub-fund or in a class of shares.

22.1 The shareholders of the Classes of shares issued in a Sub-fund may hold, at any time, General Meetings to decide on any matters which relate exclusively to that Sub-fund.

22.2 In addition, the shareholders of any Class of shares may hold, at any time, General Meetings for any matters which are specific to that Class of shares.

22.3 The provisions of article 21 apply to such General Meetings, unless the context otherwise requires.

23. Art. 23. Auditors.

23.1 The accounting information contained in the annual report of the Company will be examined by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the General Meeting and remunerated by the Company.

23.2 The auditor will fulfil all duties prescribed by the 2007 Act.

24. Art. 24. Liquidation or Merger of sub-funds or Classes of shares.

24.1 In the event that, for any reason, the value of the total net assets in any Sub-fund or Class has decreased to, or has not reached, an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Sub-fund or Class to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation, or as a matter of economic rationalisation, the General Partner may decide to offer to the relevant shareholders the conversion of their shares into shares of another Sub-fund under terms fixed by the General Partner or to compulsory redeem all the shares of the relevant Sub-fund or Class at the net asset value per share (taking into account projected realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the Valuation Day immediately preceding the date at which such decision will take effect. The Company will serve a notice to the holders of the relevant shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons for and the procedure for the redemption operations. Registered shareholders will be notified in writing.

24.2 In addition, the General Meeting of any Class or of any Sub-fund will, in any other circumstances, have the power, upon proposal from the General Partner, to redeem all the shares of the relevant Sub-fund or Class and refund to the shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision will take effect. There will be no quorum requirements for a General Meeting constituted pursuant to this article 24, which will decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting subject to the consent of the General Partner.

24.3 Any request for subscription will be suspended as from the moment of the announcement of the liquidation, the merger or the transfer of the relevant Sub-fund.

24.4 Assets which may not be distributed upon the implementation of the liquidation or merger will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto within the applicable time period.

24.5 All redeemed shares will be cancelled.

24.6 Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this article, the General Partner may decide to allocate the assets of any Sub-fund to those of another existing Sub-fund or to another undertakings for collective

investment (UCIs) organised under the provisions of the 2007 Act or the law of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment, as amended, or to another sub-fund within such other UCI (the New Sub-fund) and to redesignate the shares of the Sub-fund concerned as shares of another Sub-fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be communicated in the same manner as described in the first paragraph of this article one month before its effective date (and, in addition, the notice to shareholders will contain information in relation to the New Sub-fund), in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period.

24.7 Notwithstanding the powers conferred on the General Partner by article 24.6, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-fund to another Sub-fund within the Company may, in any other circumstances, be decided upon by a General Meeting of the Sub-fund or Class concerned for which there will be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, subject to the consent of the General Partner.

24.8 Furthermore, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-fund to another UCI referred to in article 24.6 or to another sub-fund within such other UCI will require a resolution of the shareholders of the Class or Sub-fund concerned taken with 50% quorum requirement of the shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the shares present or represented, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg UCI of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign based UCI, in which case resolutions will be binding only on such shareholders who have voted in favour of such amalgamation. Any General Meeting resolution taken in accordance with this article 24.8 is subject to the General Partner's consent.

25. Art. 25. Financial year. The financial year of the Company will begin on 1 April and terminate on 31 March of the following year.

26. Art. 26. Application of income.

26.1 The General Meeting determines, upon proposal from the General Partner and within the limits provided by law, how the income from the Sub-fund will be applied with regard to each existing Class of shares, and may declare, or authorise the General Partner to declare, distributions.

26.2 For any Class of shares entitled to distributions, the General Partner may decide to pay interim dividends in accordance with legal provisions.

26.3 Payments of distributions to owners of registered shares will be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

26.4 Distributions may be paid in such a currency and at such a time and place as the General Partner determines from time to time.

26.5 The General Partner may decide to distribute bonus stock in lieu of cash dividends under the terms and conditions set forth by the General Partner.

26.6 Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration will be forfeit and revert to the Class(es) of shares issued in the respective Sub-fund.

26.7 No interest will be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

27. Art. 27. Custodian.

27.1 The Company will enter into a custodian bank agreement with a bank or savings institution which will satisfy the requirements of the 2007 Act (the Custodian) who will assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by the 2007 Act. The fees payable to the Custodian will be determined in the custodian bank agreement.

27.2 In the event of the Custodian desiring to retire, the General Partner will within two months appoint another financial institution to act as custodian and upon doing so the directors will appoint such institution to be custodian in place of the retiring Custodian. The General Partner will have power to terminate the appointment of the Custodian but will not remove the Custodian unless and until a successor custodian will have been appointed in accordance with this provision to act in place thereof.

28. Art. 28. Winding up.

28.1 The Company may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting, subject to the quorum and majority requirements for amendment to these Articles.

28.2 If the assets of the Company fall below two-thirds of the minimum capital indicated in article 5, the question of the dissolution of the Company will be referred to the General Meeting by the General Partner. The General Meeting, for which no quorum will be required, will decide by simple majority of the votes of the shares represented at the General Meeting.

28.3 The question of the dissolution of the Company will further be referred to the General Meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by article 5; in such event, the General Meeting will be held without any voting quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-quarter of the votes of the shares represented at the meeting.

28.4 The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from the determination that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-quarter of the legal minimum, as the case may be.

28.5 In the event of a voluntary liquidation, the Company will, upon its dissolution, be deemed to continue to exist for the purposes of the liquidation. The operations of the Company will be conducted by one or several liquidators, who, after having been approved by the CSSF, will be appointed by a General Meeting, which will determine their powers and compensation.

28.6 If the Company were to be compulsorily liquidated, the provision of the 2007 Act will be applicable.

28.7 Should the Company be voluntarily liquidated, then its liquidation will be carried out in accordance with the provisions of the 2007 Act and the Companies Act.

28.8 The issue of new shares by the Company will cease on the date of publication of the notice of the General Meeting, to which the dissolution and liquidation of the Company will be proposed.

28.9 The decision to dissolve the Company will be published in the Mémorial and two newspapers with adequate circulation, one of which must be a Luxembourg newspaper.

28.10 In the event of dissolution of the Company liquidation will be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which will determine their powers and their compensation.

28.11 The liquidator(s) will realise each Sub-fund's assets in the best interests of the shareholders and apportion the proceeds of the liquidation of each Sub-fund, net of all liquidation expenses, among each Class of shareholders in accordance with their respective rights.

28.12 Any amounts unclaimed by the shareholders at the closing of the liquidation of the Company will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg for a duration of thirty (30) years. If amounts deposited remain unclaimed beyond the prescribed time limit, they will be forfeit.

29. Art. 29. Applicable law.

29.1 All matters not governed by these Articles will be determined in accordance with the 2007 Act and the Companies Act in accordance with article 1.2.

Transitory provisions

The first financial year will begin today and it will end on 31 March 2014.

The first annual General Meeting will be held on 12 September 2014. The second annual General Meeting will be held in 2015 as described within article 20.1.

Subscription and Payment

The Articles having thus been established, the above-named parties have subscribed the shares as follows:

Buysse & Partners Private Investments Fund GP, prenamed: 1 (one) GP Shares; and

Buysse & Partners Invest, prenamed: thirty thousand nine hundred ninety nine (30,999) shares

Total: thirty one thousand (31,000) shares.

All these shares have been fully paid-up in cash, therefore the amount of thirty one thousand EUR (EUR 31,000) is now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

Statement and Estimate of costs

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26 of the 1915 Act have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the 1915 Act.

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which will be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately two thousand seven hundred euros (EUR 2,700).

Extraordinary general meeting

The appearing parties, representing the entire subscribed share capital and considering themselves as having been duly convened, immediately proceeded to the holding of a general meeting.

Having first verified that the meeting was regularly constituted, the shareholders passed with the consent of the General Partner, the following resolutions by unanimous vote:

1. that the purpose of the Company has been determined and that the Articles have been set;

2. that KPMG Luxembourg S.à r.l. with registered office at 9, allée Scheffer L-2520 Luxembourg has been appointed as the external auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company for a period ending on the date of the annual general meeting to be held in 2014;

3. that the registered office of the Company is established at 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded only in English, with no need of further translation in accordance with Article 26(2) of the 2007 Act.

Whereof the present notary deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

In witness whereof We, the undersigned notary, have set our hand and seal on the date and year first hereabove mentioned.

The document having been read to the proxyholders of the appearing parties, who are known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the proxyholders of the appearing party signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: P. BUISSERET, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 14 mars 2013. Relation: LAC/2013/11850. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mars 2013.

Référence de publication: 2013038545/1003.

(130047665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2013.

De Almeida José S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3640 Kayl, 10, rue du Faubourg.

R.C.S. Luxembourg B 175.777.

STATUTS

L'an deux mille treize, le huit février.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

Monsieur José DE ALMEIDA, installateur dépanneur en chauffage sanitaire, né à Thionville (France), le 22 septembre 1971, demeurant à F-57100 Manom, 5, Boucle Sylvie Selancy.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer par les présentes et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Dénomination - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er} . Il est formé par la présente, entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée dénommée «De Almeida José S.à r.l.», (ci-après la «Société»), laquelle sera régie par les présents statuts (les «Statuts») ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Art. 2. La Société a pour objet l'exploitation d'une entreprise d'installations de chauffage et sanitaires.

Elle pourra en outre effectuer toutes opérations commerciales, financières et industrielles s'y rattachant directement ou indirectement.

D'une façon générale, la société pourra exercer toutes activités généralement quelconques qui pourraient paraître nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet social.

La Société peut enfin acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La Société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Art. 3. La durée de la Société est illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Kayl (Grand-Duché de Luxembourg). L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision de la gérance.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une simple décision des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Par simple décision de la gérance, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune, intégralement libérées.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 7. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Les créanciers, ayants droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la Société.

Titre III. - Administration et Gérance

Art. 8. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 9. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux Statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 11. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les Statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Art. 14. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 15. Les produits de la Société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 18. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les Statuts.

36471

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2013.

Souscription et Libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les cent (100) parts sociales ont été souscrites par l'associé unique Monsieur José DE ALMEIDA, préqualifié, et libérées entièrement par le souscripteur prédit moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Loi anti-blanchiment

L'associé unique déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la Société faisant l'objet des présentes et certifier que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas, respectivement que la Société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ neuf cents euros.

Résolutions prises par l'associé unique

Et aussitôt, le comparant pré-mentionné, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'associé unique:

1. Le siège social est établi à L-3640 Kayl, 10, rue du Faubourg.
2. Monsieur José DE ALMEIDA, installateur dépanneur en chauffage sanitaire, né à Thionville (France), le 22 septembre 1971, demeurant à F-57100 Manom, 5, Boucle Sylvie Selancy, est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée.
3. La Société est valablement engagée en toutes circonstances et sans restrictions par la signature individuelle du gérant.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif le comparant au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société pré-sentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. DE ALMEIDA, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 février 2013. LAC/2013/6489. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Référence de publication: 2013034106/125.

(130042136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2013.

Reactor 7 Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1520 Luxembourg, 6, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 130.502.

—
L'an deux mille treize, le six mars.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de REACTOR 7 SICAV (la «Société»), une société d'investissement à capital variable, ayant son Siège social 6, rue Adolphe Fischer, L-1520 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 130.502), constituée suivant acte notarié de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) en date du 26 juillet 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») le 17 septembre 2007, no 2001.

L'assemblée est ouverte à 14h30 sous la présidence de Jean-Paul Nervi, employé privé, résidant professionnellement à Luxembourg, qui nomme comme Secrétaire Bruno Dos Santos, employé privé, résidant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme Scrutateur Jean-Pierre De Clercq, employé privé, résidant professionnellement à Luxembourg. Le bureau étant ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant de prendre acte:

I. Que les actionnaires exclusivement nominatifs de la Société ont été convoqués à une Première Assemblée par lettre recommandée en date du 14 janvier 2013;

II. Que la Première Assemblée a été tenue par devant notaire le 23 janvier 2013 à 10h à l'étude de Maître Henri Hellinckx, 101 rue Cents, L-1319 Luxembourg, mais qu'elle n'a pu délibérer valablement faute d'avoir atteint le quorum requis par la loi;

III. Que les actionnaires ont été convoqués à une Seconde Assemblée par des avis contenant l'ordre du jour envoyés par lettre simple en date du 31 janvier 2013 et publiés au Mémorial, au Luxemburger Wort et au Tageblatt les 31 janvier 2013 et 18 février 2013;

IV. Que les actionnaires présents ou représentés, leurs mandataires, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence qui, après avoir été dûment signée par les actionnaires présents, leurs mandataires, les membres du bureau et le notaire, demeurera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement;

V. Qu'il appert de ladite liste de présence que sur les 220.321,694 actions en circulation, 7.021,331 actions sont représentées à la présente Assemblée Générale Extraordinaire;

VI. Qu'en conséquence, la présente Assemblée est régulièrement constituée et qu'elle peut valablement se prononcer sur les points figurant à l'ordre du jour;

VII. Que l'ordre du jour de l'Assemblée était le suivant:

1. Remplacement de toute référence à la loi du 20 décembre 2002 par des références à la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectifs (la «Loi») qui transpose la Directive Européenne dénommée OPCVM IV dans les articles 1 et 28;

2. Introduction de la possibilité pour le Conseil, de créer à tout moment, de nouveaux compartiments de la Société:

a. Modification de l'article 5 par l'insertion d'une mention conférant cette faculté au Conseil;

b. Mise à jour des articles 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 19 et 27 par insertion de références au terme «compartiment»;

3. Modification de l'article 9 afin de préciser que la conversion des actions peut être soumise à des conditions d'éligibilité de l'actionnaire aux exigences des compartiment/classe d'action cibles;

4. Modification de l'article 14 par l'ajout d'un nouveau cas de suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire des actions de la Société;

5. Insertion de deux nouveaux paragraphes à l'article 15 comme suit:

«Par dérogation aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée, la Société n'est pas tenue d'adresser les comptes annuels, de même que le rapport du réviseur d'entreprises agréé et le rapport de gestion aux actionnaires nominatifs en même temps que la convocation à l'assemblée générale annuelle. La convocation indiquera, en revanche, l'endroit et les modalités de mise à disposition de ces documents aux actionnaires et précisera la possibilité offerte à chaque actionnaire de demander l'envoi des comptes annuels, du rapport du réviseur d'entreprises agréé ainsi que du rapport de gestion.

Les convocations aux assemblées générales des actionnaires pourront prévoir que le quorum et la majorité à l'assemblée générale seront déterminés en fonction des actions émises et en circulation le cinquième jour qui précède l'assemblée générale à vingt-quatre heures, heure de Luxembourg, (la «Date d'Enregistrement»). Les droits d'un actionnaire de participer à une assemblée générale et d'exercer le droit de vote attaché à ses actions seront déterminés en fonction des actions détenues par cet actionnaire à la Date d'Enregistrement.»

6. Modification de l'article 17 pris en son troisième alinéa afin de spécifier que le Conseil d'Administration délibère valablement pour autant que la moitié de ses membres soit présente ou représentée;

7. Modification de l'article 18 par l'ajout d'un paragraphe in fine visant à autoriser la désignation par le Conseil d'une Société de Gestion;

8. Modification de l'article 19 pour préciser que des investissements de la Société peuvent être réalisés en parts d'OPCVM et/ou d'autres OPC, et effectuer une référence aux documents de vente de la Société;

9. Modification de l'article 26 à des fins de clarification quant à la mise à disposition du rapport annuel de la Société;

10. Modification de l'article 28 comme suit:

a. Précision apportée quant au fait que «Les sommes qui n'auront pas pu être distribuées dans un délai de neuf mois suivant la clôture des opérations de liquidation seront déposées à la "Caisse des Consignations" à Luxembourg au profit des ayants droit jusqu'à la date de prescription.»

b. Ajout d'une section afférente aux fusions conformément aux dispositions du Chapitre 8 de la Loi concernant les fusions;

11. Insertion de deux nouveaux articles:

- a. Article 29 sur les structures maître-nourricier telles que détaillées dans le Chapitre 9 de la Loi;
- b. Article 30 sur la possibilité pour la Société de procéder à des investissements transversaux en vertu de l'article 181 (8) de la Loi;

12. Réorganisation formelle

Ceci ayant été approuvé par l'Assemblée, celle-ci a pris à l'unanimité des voix présentes ou représentées les résolutions suivantes.

Première résolution

L'Assemblée a décidé de remplacer toute référence à la loi du 20 décembre 2002 par des références à la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectifs (la «Loi») qui transpose la Directive Européenne dénommée OPCVM IV dans les articles 1 et 28 des Statuts.

Seconde résolution

L'Assemblée a décidé de donner au Conseil la possibilité de créer à tout moment de nouveaux compartiments de la Société.

En conséquence, l'Assemblée a décidé de modifier le libellé de l'article 5 des Statuts qui devra dès lors être lu comme suit:

«Les comptes consolidés de la Société seront établis dans la monnaie d'expression du capital social, à savoir l'Euro (EUR).

Toutes les actions doivent être entièrement libérées.

Le montant du capital est, à tout moment, égal à la somme de la valeur de l'actif net de la Société. Le capital minimum s'élève à EUR 1.250.000.- (un million deux cent cinquante mille euros). Il est représenté par des actions sans mention de valeur nominale.

Le Conseil d'Administration peut établir à tout moment des catégories et/ou classes d'actions correspondant à (i) une politique de distribution spécifique, telle que donnant droit à des distributions ("actions de distribution"), ou ne donnant pas droit à des distributions ("actions de capitalisation"); et/ou (ii) une structure spécifique de frais d'émission ou de rachat, et/ou (iii) une structure spécifique de frais de gestion ou de conseil en investissement, et/ou (iv) une structure spécifique de frais acquis aux distributeurs ou à la Société; et/ou (v) la devise dans laquelle la catégorie ou la classe peut être offerte; et/ou (vi) l'utilisation de techniques de couverture du risque de change ou de tout autre risque; et/ou (vii) toute autre spécificité applicable à une catégorie/classe d'actions.

Toute référence à une classe d'action peut être considérée comme une référence à une catégorie d'actions si le contexte l'exige.

Ces actions peuvent, au choix du Conseil d'Administration, appartenir à des compartiments différents et les produits de l'émission des actions de chaque compartiment seront investis, conformément à l'Article dix-neuf des présents statuts, dans des valeurs mobilières, instruments du marché monétaire ou autres avoirs correspondant à des zones géographiques, des secteurs industriels, des zones monétaires, ou à un type spécifique d'actions ou obligations et/ou avec une politique de distribution spécifique ou avec une structure de commission de vente spécifique à déterminer par le Conseil d'Administration pour chacun des compartiments.

Dans ces statuts, toute référence à un compartiment doit être considérée comme une référence à une classe d'actions, et réciproquement, si le contexte l'exige. La société constitue une seule et même entité juridique.»

L'Assemblée a également décidé qu'il y avait lieu à mise à jour des articles 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 19 et 27 des Statuts en y insérant des références au terme «compartiment», conformément au nouveau libellé de l'article 5.

Troisième résolution

L'Assemblée a décidé de modifier l'article 9 des Statuts afin de préciser que la conversion des actions peut être soumise à des conditions d'éligibilité de l'actionnaire aux exigences des compartiments/classes d'action cibles, le premier paragraphe de l'article 9 devant dorénavant être lu comme suit:

«Sauf restrictions spécifiques décidées par le Conseil d'Administration et indiquées dans le Prospectus, tout actionnaire est autorisé à demander la conversion de tout ou partie de ses actions en actions d'un autre compartiment/classe d'actions, sous réserve de respecter les conditions d'éligibilité de cet autre compartiment/classe d'actions.»

Quatrième résolution

L'Assemblée a décidé de modifier le libellé de l'article 14 des Statuts, afin d'ajouter un nouveau cas de suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire des actions de la Société; ainsi, le point suivant est ajouté aux six premiers cas de suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire des actions:

«

g) lorsque la détermination de la valeur nette d'inventaire et/ou le rachat des parts de fonds d'investissement (y incluant les compartiments de la Société) représentant une portion substantielle des actifs du compartiment concerné ou de la Société est suspendu.»

Cinquième résolution

L'Assemblée a décidé de compléter l'article 15 des Statuts par l'insertion des deux nouveaux paragraphes suivants:

«Par dérogation aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée, la Société n'est pas tenue d'adresser les comptes annuels, de même que le rapport du réviseur d'entreprises agréé et le rapport de gestion aux actionnaires nominatifs en même temps que la convocation à l'assemblée générale annuelle. La convocation indiquera, en revanche, l'endroit et les modalités de mise à disposition de ces documents aux actionnaires et précisera la possibilité offerte à chaque actionnaire de demander l'envoi des comptes annuels, du rapport du réviseur d'entreprises agréé ainsi que du rapport de gestion.

Les convocations aux assemblées générales des actionnaires pourront prévoir que le quorum et la majorité à l'assemblée générale seront déterminés en fonction des actions émises et en circulation le cinquième jour qui précède l'assemblée générale à vingt-quatre heures, heure de Luxembourg, (la «Date d'Enregistrement»). Les droits d'un actionnaire de participer à une assemblée générale et d'exercer le droit de vote attaché à ses actions seront déterminés en fonction des actions détenues par cet actionnaire à la Date d'Enregistrement.»

Sixième résolution

L'Assemblée a décidé de modifier l'article 17 des Statuts pris en son troisième alinéa afin de spécifier que le Conseil d'Administration délibère valablement pour autant que la moitié de ses membres soit présente ou représentée.

Le troisième alinéa de l'article 17 des Statuts devra dorénavant être lu comme suit:

«Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et agir que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. Au cas où, lors d'une réunion du Conseil d'Administration, il y a égalité de voix pour et contre une décision, la voix de celui qui préside le Conseil d'Administration sera prépondérante.»

Septième résolution

L'Assemblée a décidé de modifier l'article 18 des Statuts par l'ajout du paragraphe suivant in fine, visant à autoriser la désignation par le Conseil d'une Société de Gestion:

«Le Conseil d'Administration pourra, en outre, conclure un contrat de gestion avec une Société de Gestion agréée en application des dispositions du Chapitre 15 de la Loi (la «Société de Gestion»), à effet pour la Société de Gestion désignée d'assurer les fonctions de gestion, administration et commercialisation de la Société, directement ou par l'intermédiaire de ses délégataires, sous ses responsabilité et contrôle conformément à la Loi.»

Huitième résolution

L'Assemblée a décidé de modifier l'article 19 des Statuts afin de préciser que des investissements de la Société peuvent être réalisés en parts d'OPCVM et/ou d'autres OPC, et effectuer une référence aux documents de vente de la Société.

L'article 19 devra dorénavant être lu comme suit:

«Le Conseil d'Administration, appliquant le principe de la répartition des risques, a le pouvoir de déterminer (i) la politique d'investissement de la Société, (ii) les techniques de couverture des risques à utiliser pour un compartiment spécifique ainsi que (iii) les lignes de conduite à suivre dans l'administration de la Société, sous réserve des restrictions d'investissement adoptées par le Conseil d'Administration conformément aux lois et règlements.

Les investissements pourront être faits, dans le respect des exigences posées par la Loi, notamment quant au type de marché sur lequel ces avoirs peuvent être acquis ou statut de l'émetteur ou de la contrepartie, et tels que plus précisément décrit dans les documents de vente de la Société:

- (i) en valeurs mobilières et instruments du marché monétaire;
- (ii) en parts d'OPCVM et/ou d'autres OPC;
- (iii) en dépôts auprès d'un établissement de crédit remboursables sur demande ou pouvant être retirés et ayant une échéance inférieure ou égale à 12 mois;
- (iv) en instruments financiers dérivés, et notamment ceux dont le sous-jacent est constitué d'indices financiers, de taux d'intérêt, taux de change ou devises.

La politique de placement de la Société peut avoir pour objet de reproduire la composition d'un indice d'actions ou d'obligations précis reconnu par l'autorité de surveillance.

La Société est, en outre, autorisée à utiliser des techniques et instruments qui ont pour objet les valeurs mobilières et les instruments du marché monétaire, pourvu que ces techniques et instruments soient utilisés en vue d'une gestion efficace de portefeuille.

La Société pourra également investir en valeurs mobilières et instruments du marché monétaire nouvellement émis, sous réserve que les conditions d'émission comportent l'engagement que la demande d'admission à la cote officielle d'un

Marché Réglementé mentionné ci-dessus soit introduite et que l'admission soit obtenue au plus tard avant la fin de la période d'un an depuis l'émission.

La Société pourra notamment acquérir les valeurs mentionnées ci-dessus sur tout Marché Réglementé d'un Etat d'Europe, membre ou non de l'Union européenne ("UE"), d'Amérique, d'Afrique, d'Asie, d'Australie ou d'Océanie.

La Société est autorisée à investir, en respectant le principe de la répartition des risques, jusqu'à 100 % de ses avoirs en valeurs mobilières ou instruments du marché monétaire émis ou garantis par un Etat membre de VUE, par ses collectivités publiques territoriales, par un autre Etat membre de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique («OCDE») ou par un organisme international à caractère public dont font partie un ou plusieurs Etats membres de VUE, étant entendu que, si la Société fait usage des possibilités prévues dans la présente disposition, elle doit détenir, des valeurs appartenant à six émissions différentes au moins, sans que les valeurs appartenant à une émission ne puissent excéder 30 % du montant total des actifs nets de la Société.»

Neuvième résolution

L'Assemblée a décidé de modifier l'article 26 des Statuts à des fins de clarification quant à la mise à disposition du rapport annuel de la Société, le second paragraphe dudit article devant dorénavant être lu comme suit:

«Un rapport annuel au dernier jour du mois de décembre certifié par le Réviseur d'entreprises ainsi qu'un rapport semestriel au dernier jour du mois de juin non certifié seront tenus sans frais à la disposition des actionnaires, dans les délais prescrits par la Loi. La Société est autorisée à publier des rapports financiers sous forme abrégée. Toutefois, une version complète des rapports financiers peut être obtenue sans frais au siège social de la Société ou de la Société de Gestion, aux guichets de la Banque Dépositaire ainsi qu'auprès des établissements désignés par la Société. Ces rapports porteront sur les avoirs de la Société dans son ensemble.»

Dixième résolution

L'Assemblée a décidé de modifier la teneur de l'article 28 des Statuts afin d'apporter des précisions quant à la distribution des sommes destinées aux actionnaires en cas de liquidation, et également d'insérer une section afférente aux fusions, conformément aux dispositions du Chapitre 8 de la loi du 17 décembre 2010.

L'article 28 devra dorénavant être lu comme suit:

«La liquidation de la Société interviendra dans les conditions prévues par la loi du 17 décembre 2010.

A. Actif minimum

Dans le cas où le capital social de la Société est inférieur aux deux tiers du capital minimum, les administrateurs doivent soumettre la question de la dissolution de la Société à l'Assemblée Générale des Actionnaires délibérant sans condition de présence et décidant à la majorité simple des actions représentées à l'Assemblée.

Si le capital social de la Société est inférieur au quart du capital minimum, les administrateurs doivent soumettre la question de la dissolution de la Société à l'Assemblée Générale des Actionnaires délibérant sans condition de présence; la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'Assemblée.

La convocation doit se faire de sorte que l'Assemblée soit tenue dans un délai de quarante jours à partir de la date de constatation que l'actif net est devenu inférieur respectivement aux deux tiers ou au quart du capital minimum. Par ailleurs, la Société pourra être dissoute, par décision d'une Assemblée Générale statuant suivant les dispositions statutaires en la matière.

Les décisions de l'Assemblée Générale ou du Tribunal prononçant la dissolution et la liquidation de la Société sont publiées au Mémorial et dans deux journaux à diffusion adéquate dont au moins un journal luxembourgeois. Ces publications sont faites à la diligence du ou des liquidateur(s).

B. Mise en liquidation volontaire

En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par un ou plusieurs liquidateurs nommés conformément aux statuts de la Société et à la Loi du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif spécifiant la répartition entre les actionnaires du produit net de la liquidation après déduction des frais de liquidation.

Les sommes qui n'auront pas pu être distribuées dans un délai de neuf mois suivant la clôture des opérations de liquidation seront déposées à la "Caisse des Consignations" à Luxembourg au profit des ayants droit jusqu'à la date de prescription.

L'émission et la conversion d'actions sont suspendues dès que la décision de dissoudre la Société est prise. Le rachat d'actions est suspendu dès que la décision de dissoudre la Société est prise sauf décision contraire de l'Assemblée Générale, auquel cas il devra être tenu compte des frais de liquidation engagés pour permettre ce rachat.

C. Fusion

La Société peut décider de fusionner l'un ou plusieurs de ses compartiments avec l'un ou plusieurs compartiments d'un autre organisme de placement collectif en valeurs mobilières («OPCVM») établi à Luxembourg, ou non, conformément aux prescriptions du Chapitre 8 de la Loi, par absorption de cet autre OPCVM, ou apport des actifs et engagements du/des compartiment(s) concerné(s) à un autre OPCVM.

Sauf dans les cas où les OPCVM concernés par la fusion n'ont pas désigné de société de gestion, les coûts juridiques, des services de conseil ou administratifs associés à la préparation et à la réalisation de la fusion ne peuvent pas être mis en charge à l'OPCVM absorbé, à l'OPCVM absorbeur ou à leurs actionnaires.»

Onzième résolution

L'Assemblée a décidé de procéder à l'insertion dans les Statuts de deux nouveaux articles, respectivement libellés 29 et 30, concernant les structures maître-nourricier conformément au Chapitre 9 de la loi du 17 décembre 2010, et la possibilité pour la Société de procéder à des investissements transversaux en vertu de l'article 181 (8) de la loi du 17 décembre 2010.

Les nouveaux articles 29 et 30 seront libellés comme suit:

« **Art. 29. Structure maître - Nourricier.** Conformément aux dispositions du Chapitre 9 de la Loi, et dans les limites fixées par celles-ci, la Société pourra décider, pour elle-même ou l'un quelconque de ses compartiments, de devenir un OPCVM nourricier en investissant 85% au moins de ses actifs dans des parts d'un autre OPCVM ou d'un compartiment de celui-ci (dits «OPCVM maître»).

La Société ou l'un de ses compartiments pourra également devenir un OPCVM maître sous réserve de ne pas être un fonds nourricier, de ne pas détenir de parts d'un autre OPCVM nourricier et de compter au moins un OPCVM nourricier parmi ses actionnaires.

L'adoption de l'une ou l'autre structure par la Société est soumise à l'approbation préalable de la CSSF, et sera impérativement clairement stipulée dans les documents de vente de la Société.

Les dispositions complètes relatives aux structures maître-nourricier sont décrites au Chapitre 9 de la Loi.»

« **Art. 30. Investissement transversal.** En vertu de l'Article 181(8) de la Loi, un compartiment de la Société peut souscrire, acquérir et/ou détenir des titres à émettre ou émis par un ou plusieurs autres compartiments de la Société, sans que la Société soit soumise aux exigences que pose la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, en matière de souscription, acquisition et/ou détention par une société de ses propres actions mais sous réserve toutefois que:

- le compartiment cible n'investit pas à son tour dans le compartiment qui est investi dans ce compartiment cible; et
- la proportion d'actifs que les compartiments cibles dont l'acquisition est envisagée peuvent investir globalement dans des parts d'autres compartiments cibles de la Société ne dépasse pas 10%; et
- le droit de vote éventuellement attaché aux titres concernés sera suspendu aussi longtemps qu'ils seront détenus par le compartiment en question et sans préjudice d'un traitement approprié dans la comptabilité et les rapports périodiques; et
- en toutes hypothèses, aussi longtemps que ces titres seront détenus par la Société leur valeur ne sera pas prise en compte pour le calcul de l'actif net de la Société aux fins de vérification du seuil minimum des actifs nets imposé par la Loi; et
- il n'y a pas de dédoublement de commissions de gestion/souscription ou de rachat entre ces commissions au niveau du compartiment la Société ayant investi dans le compartiment cible et ce compartiment cible.»

Douzième résolution

L'Assemblée a finalement décidé de procéder à la réorganisation formelle des Statuts en considération des résolutions ci-dessus.

Ayant été statué sur tous les points portés à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont signé avec Nous notaire le présent acte, aucun actionnaire n'ayant exprimé la volonté de signer.

Signé: J.-P. NERVI, B. DOS SANTOS, J.-P. DE CLERCQ et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 mars 2013. Relation: LAC/2013/11699. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 19 mars 2013.

Référence de publication: 2013037133/282.

(130045289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2013.

Artus Acquisitions, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 76, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg E 3.269.

L'an deux mil treize, le onze janvier.

Pardevant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1.- Mademoiselle Valérie WEISS, déléguée commerciale, née à Saint-Dizier (F) le 5 août 1965, demeurant à F-54000 Nancy 26, place de la Carrière, propriétaire de neuf parts (9);

2.- Monsieur Alexandre BANASIAK, métreur expert, né à Laxou (F) le 14 octobre 1963, demeurant à F-54520 Laxou, 39, rue de la République, propriétaire de neuf parts (9), agissant tant en son nom personnel qu'en sa qualité de mandataire de:

3.- Monsieur Philippe BARTHÉLÉMY, expert agréé, né à Nancy (F), le 27 juillet 1960, demeurant professionnellement à L-1260 Luxembourg, 76, rue de Bonnevoie, propriétaire de douze parts (12), en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 9 janvier 2013.

Laquelle procuration, après avoir été paraphée «ne varietur» par le mandataire et par le notaire instrumentant restera annexée aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

Les comparants, présents et représentés, sont les seuls et uniques associés de la société civile immobilière «Artus Acquisitions» (i.n. 20067002297) établie et ayant son siège social L-1260 Luxembourg, 76, rue de Bonnevoie, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 7 décembre 2006 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 166 du 13 février 2007,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous la section E 3269.

Cession de parts

a) Mademoiselle Valérie WEISS, prénommée, cède par les présentes neuf parts (9) à Monsieur Philippe BARTHÉLÉMY, prénommé.

b) Monsieur Alexandre BANASIAK, prénommé, cède par les présentes neuf (9) parts à Monsieur Philippe BARTHÉLÉMY, prénommé.

Prix.

La présente cession de parts a eu lieu pour et moyennant le prix convenu entre parties que les cédants reconnaissent et déclarent avoir reçu du cessionnaire avant la signature du présent acte, ce dont quittance et titre par les cédants.

Clauses et Conditions:

a.- Lesdites cessions prennent effet à partir d'aujourd'hui.

b.- Les parts cédées ne sont représentées par aucun titre, le cessionnaire est, à partir de ce jour, subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées.

c.- Le cessionnaire déclarant par ailleurs être parfaitement au courant de la situation financière de la société ainsi que d'avoir pris connaissance des documents et actes de la société

Acceptation

Est ensuite intervenu Monsieur Philippe BARTHÉLÉMY, prénommé, représenté ici par Monsieur Alexandre BANASIAK, prénommé, en vertu de la procuration dont mention ci-avant, qui en sa qualité de gérant de la Société déclare accepter lesdites cessions, au nom de la Société conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Il déclare qu'il n'a entre ses mains aucune opposition ni empêchement qui puisse arrêter l'effet des susdites cessions.

Ensuite Monsieur Philippe BARTHÉLÉMY, prénommé, représenté comme ci-avant, en sa qualité d'associé unique propriétaires de l'intégralité des trente (30) parts sociales a pris l'unique résolution suivante:

Unique résolution

Suite aux cessions de parts, l'article 5 des statuts est modifié comme suit:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à trois mille euros (3.000,-EUR) divisé en trente (30) parts sociales de cent euros (100,-EUR) chacune.»

Déclaration

Les associés déclarent que la Société «ARTUS ACQUISITION», prénommée, ne possède pas d'immeuble au Luxembourg.

Frais.

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à approximativement mille euros (1.000,-EUR).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant, par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: BANASIAK, WEISS, P.DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 janvier 2013. Relation: LAC/2013/1928. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg

Luxembourg, le 22 mars 2013.

Référence de publication: 2013038526/64.

(130047717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2013.

MTP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8049 Strassen, 2, rue Marie Curie.

R.C.S. Luxembourg B 89.913.

L'an deux mil treize, le douzième jour de mars.

Par devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven,

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme MTP S.A., avec siège social au 2, rue Marie Curie, L - 8049 Strassen, RCS Luxembourg B numéro 89913 constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 12 novembre 2002 publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 1784 du 17 décembre 2002 (la «Société»).

Les statuts de la Société ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 20 février 2004 publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 486 du 8 mai 2004.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Robert FEDERSPIEL, administrateur de société, demeurant à L-6830 Berbourg, 7A, Kelterbiërg,

qui désigne comme secrétaire Madame Sophie Mathot, employée privée, demeurant à Senningerberg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Katharina MOSAKOWSKA, graphiste, demeurant à L-5374 Munsbach, 15, Schlassewee.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Réduction du capital social à concurrence de EUR 344.000 pour le ramener de son montant actuel de EUR 375.000 divisé 18.750 actions de catégorie A d'une valeur nominale de EUR 10 chacune et en 18.750 actions de catégorie B d'une valeur nominale de EUR 10 chacune, au montant de EUR 31.000 divisé en 1.550 actions de catégorie A d'une valeur nominale de EUR 10 chacune et en 1.550 actions de catégorie B d'une valeur nominale de EUR 10.

Réalisation de cette réduction par remboursement aux deux actionnaires de la Société au prorata de leur participation et annulation de 17.200 actions de catégorie A et de 17.200 actions de catégorie B.

Pouvoirs au conseil d'administration de fixer les modalités de remboursement auxdits actionnaires suivant les prescriptions de l'article 69 de la loi du 10 août 1915.

2. Modification du premier alinéa de l'article 5 des statuts pour le mettre en concordance avec les résolutions prises.

3. Divers.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés, a été contrôlée et signée par les membres du bureau.

Resteront annexées aux présentes les éventuelles procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée à savoir 18.750 actions de catégorie A et 18.750 actions de catégorie B, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de réduire le capital social à concurrence de trois cent quarante-quatre mille euros (EUR 344.000) pour le ramener de son montant actuel de trois cent soixante-quinze mille euros (EUR 375.000,-) divisé en dix-huit mille sept cent cinquante (18.750) actions de catégorie A d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune et en dix-huit mille sept cent cinquante (18.750) actions de catégorie B d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, au montant de trente et un mille euros (EUR 31.000) divisé en mille cinq cent cinquante (1.550) actions de catégorie A d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune et en mille cinq cent cinquante (1.550) actions de catégorie B d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune.

Cette réduction de capital est réalisée par:

- remboursement d'un montant de trois cent quarante-quatre mille euros (EUR 344.000) aux actionnaires existants au prorata de leur participation dans la Société à savoir EUR 172.000 à chacun des deux actionnaires de la Société, l'un détenant l'entière des actions de catégorie A et le second l'entière des actions de catégorie B;

- par annulation de 17.200 actions de catégorie A et de 17.200 actions de catégorie B.

Tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent et au remboursement aux deux actionnaires de la Société, étant entendu que le remboursement ne peut avoir lieu que dans le respect des prescriptions de l'article 69 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts pour le mettre en concordance avec les résolutions prises et qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000) divisé en mille cinq cent cinquante (1.550) actions de catégorie A d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune et en mille cinq cent cinquante (1.550) actions de catégorie B d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune. »

Toutes les résolutions qui précèdent ont été prises chacune séparément et à l'unanimité des voix.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président prononce la clôture de l'assemblée.

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de mille deux cents euros (EUR 1.200).

Pouvoirs

Les comparants, agissant dans un intérêt commun, donnent par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, pour rédiger et signer tout acte de modification (faute(s) de frappe (s)) au présent acte.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ces derniers ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Robert Federspiel, Sophie Mathto, Katharina Mosakowska, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 19 mars 2013. LAC / 2013/ 12591. Reçu 75.-e.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Pour copie conforme - Délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 22 mars 2013.

Référence de publication: 2013039422/86.

(130048383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2013.

Bureau TMEX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4687 Differdange, 307, rue Woiwer.

R.C.S. Luxembourg B 79.058.

L'an deux mille treize, le vingt-cinquième jour du mois de janvier.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «BUREAU TMEX S.A.», ayant son siège social à L-4024 Esch-sur-Alzette, 2, route de Belval, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 79.058, constituée par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem,

suitant acte reçu le 10 novembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 435 du 13 juin 2001, et dont les statuts n'ont pas encore été modifiés depuis sa constitution (la "Société").

L'assemblée est présidée par Monsieur Mariano CASTELLUCCI, expert judiciaire, demeurant à F-57700 Hayange, 11, rue de Douaumont.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Fabrice KEMP, ingénieur diplômé, demeurant à B-6792 Rachecourt, 60, rue de Bizeury.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Mariano CASTELLUCCI, expert judiciaire, demeurant à F-57700 Hayange, 11, rue de Douaumont.

Le bureau étant ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire d'acter:

I. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont indiqués sur une liste de présence signée par les actionnaires présents, par les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations des actionnaires représentés resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

II. Que l'intégralité du capital social, qui est fixé à trente-sept mille euros (EUR 37.000,-) et divisé en trois cent soixante-dix (370) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-), étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III. Que la présente Assemblée Générale a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de L-4024 Esch-sur-Alzette, 2, route de Belval à L-4687 Differdange, 307, rue Woïwer;
2. Modification subséquente du premier alinéa de l'article 2 des statuts de la Société;
3. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée générale, après délibération, l'assemblée générale prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle de L-4024 Esch-sur-Alzette, 2, route de Belval, à l'adresse suivante: L-4687 Differdange, 307, rue Woïwer.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier le premier alinéa de l'article 2 des statuts de la Société pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

Art. 2. (Premier alinéa). «Le siège de la Société est établi dans la commune de Differdange.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Diekirch, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux membres du Bureau, connus du notaire instrumentaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. CASTELLUCCI, F. KEMP, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 29 janvier 2013. Relation: DIE/2013/1382. Reçu soixante-quinze (75,-) euros.

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 8 février 2013.

Référence de publication: 2013021083/56.

(130025152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2013.